

# COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

F



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

Point 8 de l'ordre du jour

CX/FH 18/50/8 Add.1

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ DU CODEX SUR L'HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Cinquantième session

Panama, Panama  
12 - 16 novembre 2018

### AVANT-PROJET DE DOCUMENT D'ORIENTATION POUR LA GESTION DE CRISES/ÉCLOSIONS (MICRO)BIOLOGIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE

Observations à l'étape 3 en réponse à la lettre circulaire CL 2018/72-FH

*Observations de l'Argentine, du Brésil, du Canada, de la Colombie, de Cuba, de l'Équateur, de l'Égypte, de la Gambie, de la Guyane, de l'Inde, de l'Iran, du Japon, de la Malaisie, du Maroc, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des Philippines, du Sénégal, de la Thaïlande, des États-Unis d'Amérique et de l'Union internationale des sciences et technologies alimentaires (IUFOST).*

#### Généralités

1. Ce document regroupe les observations reçues par l'intermédiaire du Système de mise en ligne des observations du Codex Alimentarius (OCS) en réponse à la lettre circulaire CL 2018/72-FH publiée en septembre 2018. Dans l'OCS, la compilation des observations se fait dans l'ordre suivant : les observations générales sont énumérées en premier, suivies des observations portant sur des sections particulières.

#### Remarques explicatives concernant l'annexe

2. Les observations soumises par l'entremise de l'OCS figurent dans l'**Annexe I** du présent document, sous forme de tableau.

## ANNEXE I

<b>OBSERVATIONS GÉNÉRALES</b>	
<p>Le Brésil tient à remercier le travail remarquable effectué par le Danemark, l'Union européenne et le Chili. En ce qui concerne les recommandations, nous souhaiterions exprimer les points suivants.</p> <p>i. le Brésil estime que l'Annexe I devrait être un document d'information plutôt que d'orientation. Ce document d'information devrait contenir toutes les informations pertinentes concernant la gestion des éclosions biologiques mentionnées dans les documents énumérés au paragraphe 14, ainsi que des informations complémentaires déjà abordées par le groupe électronique.</p> <p>ii. Le Brésil approuve.</p> <p>iii. a) le Brésil utilise le terme « Incident en matière de sécurité sanitaire des aliments ». Il est nécessaire de clarifier si « incident », « épisode » et « urgence » sont synonymes et de définir « incident », « crise », « épisode » et « urgence » s'ils sont différents.</p> <p>b) Le Brésil approuve l'emploi du terme biologique, qui est plus large.</p> <p>c) Le Brésil approuve la définition alternative d'« éclosion d'origine alimentaire ».</p> <p>d) Pas de commentaires.</p> <p>iv. Le Brésil estime que les autorités et les agences impliquées dans la gestion d'une éclosion d'origine alimentaire ne devraient pas être mentionnées dans un document CCFH, mais plutôt dans un document CCFICS, étant donné son périmètre d'action.</p> <p>Selon nous, le périmètre/champ d'application du document est plus vaste que celui validé pour le projet de document, puisqu'il comprend également la gestion des situations où la maladie n'est pas déclarée et seuls des micro-organismes pathogènes sont présents. Les documents du Codex ont un champ d'application mondiale et conclure la gestion des éclosions par un séquençage du génome entier (WGS) n'est peut-être pas envisageable pour tous les pays. Le document devrait aussi souligner l'utilisation d'autres types de méthodes telles que le séquençage à grande échelle pour identifier les différences génétiques, les facteurs de virulence et les mécanismes de résistance aux antimicrobiens.</p>	<b>Brésil</b>
<p>Le Canada a remarqué qu'il manque des espaces au sein du document.</p> <p><b>Réponse à la question a :</b> le terme « urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments » nous semble adapté. Cela serait en adéquation avec l'orientation donnée par la quarante-neuvième session du CCFH, qui stipulait : « Ces directives entendent fournir un complément et un lien vers les documents élaborés par la FAO et l'OMS et les textes du Codex, le cas échéant. » Par ailleurs, ces orientations seraient harmonisées avec la définition d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments et avec le champ d'application du document CODEX (CAC/GL 19-1995) Principes et directives pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p> <p><b>Réponse à la question b :</b> Conformément au rapport de la quarante-neuvième session du CCFH, « Le champ d'application est limité aux dangers biologiques. » Nous recommandons donc que le terme « biologique » soit employé dans l'ensemble du document à la place de « (micro)biologique ». Cela garantirait que ces orientations intègrent clairement les bactéries, les virus, les parasites et autres agents biologiques, comme mentionné au paragraphe 16.</p> <p><b>Réponse à la question c :</b> Les deux définitions d'éclosion d'origine alimentaire nous semblent acceptables. Toutefois, si nous souhaitons conserver une cohérence avec les autres documents cités en référence dans ces orientations, nous pouvons utiliser la définition donnée dans le document de l'OMS « Foodborne disease outbreaks: Guidelines for Investigation and Controls » (Éclosions de maladies d'origine alimentaire : directives pour la recherche et la maîtrise).</p>	<b>Canada</b>

<p><b>Réponse à la question d :</b> Nous appuyons l'usage du terme « évaluation rapide des risques ». Cela serait cohérent avec le Guide FAO/OMS pour l'élaboration et l'amélioration des systèmes de rappel et de suivi des aliments au niveau national, dont la section 5.1 utilise la formulation « Procéder à une évaluation rapide des risques », et dont les figures 2 à 5, pages 41 à 44 contiennent le libellé « Évaluation (rapide, basée sur un précédent) ».</p> <p>Alternativement, nous serions favorables au terme « évaluation des risques », mais pas au terme « évaluation de l'éclosion ». L'évaluation de l'éclosion ne suggère pas d'une évaluation des risques sera menée.</p>	
<p>Cuba salue la possibilité qui lui est donnée d'émettre des observations sur le document, indiquées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cuba appuie le document élaboré par le groupe de travail électronique présidé par le Danemark, l'UE et le Chili.</li> <li>- Nous considérons que les recommandations formulées par le GTE aideront grandement à perfectionner le document lors des discussions qui se tiendront pendant la réunion du Comité.</li> </ul> <p>Dans le point 17, nous sommes favorables au paragraphe alternatif, qui nous semble plus clair.</p>	<b>Cuba</b>
<p>L'Équateur remercie le Groupe de travail électronique pour la possibilité qui lui est donnée d'émettre des observations sur le document, qu'il appuie en tenant compte des observations détaillées ci-dessous :</p> <p>(ii) Observations particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Équateur estime que dans la nomenclature de la bibliographie, les « lettres » devraient être remplacées par des « nombres », afin d'éviter toute confusion lors de l'analyse du document.</li> </ul> <p>Nous suggérons d'inclure le texte suivant au paragraphe 10 du Champ d'application :</p> <p>Le présent document se penche sur la préparation, détection, réaction et récupération, dans le but de limiter la portée de ces événements. Sa portée est limitée aux dangers (micro)biologiques.</p> <p>Nous recommandons d'opter pour le texte alternatif proposé au paragraphe 17 sur les Éclosions d'origine alimentaire en y ajoutant le passage suivant :</p> <p>[Une éclosion d'origine alimentaire est un incident en vertu duquel deux personnes ou plus manifestent une maladie similaire à la suite de l'ingestion d'un aliment commun, et l'analyse épidémiologique indique que l'aliment est à l'origine de la maladie]</p> <p>Une éclosion correspond à la convergence de l'hôte, de l'agent et des facteurs environnementaux présents.</p> <p>[Urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments] Cette définition est donnée dans le document CXG 19-1995.</p> <p>[Épisodes en matière de sécurité sanitaire des aliments], au besoin</p> <p>[Incident en matière de sécurité sanitaire des aliments], au besoin</p> <p>La surveillance est le recueil systématique et continu des résultats d'analyses effectuées sur des êtres humains, des animaux ou des denrées alimentaires dans le but d'appliquer des mesures de maîtrise adaptées. L'un des objectifs principaux de la surveillance est d'assurer le suivi de résultats insatisfaisants au moyen d'une étude et éventuellement la prise de mesures de maîtrise adéquates.</p> <p>L'étude épidémiologique comprend l'étude de l'hôte, de l'agent et des facteurs environnements.</p>	<b>Équateur</b>

<p>Nous estimons que le texte du paragraphe 46 devrait être modifié comme suit :</p> <p>Ces questionnaires de sondage peuvent être élaborés par voie électronique au moyen de l'un des logiciels gratuits disponibles sur Internet, et les données peuvent être analysées par l'intermédiaire d'un logiciel statistique standard.</p> <p>À l'alinéa c. Comparaison des données épidémiologiques et de laboratoire, nous demandons la suppression du texte suivant du paragraphe 49 :</p> <p>Cette démarche peut être coûteuse, mais elle devrait constituer un élément essentiel au moment de confirmer qu'un aliment est effectivement à l'origine de la contamination, et d'identifier les aliments spécifiques impliqués, lorsque les données épidémiologiques et sur le produit sont disponibles en nombre suffisant.</p> <p>- Nous recommandons de modifier le texte du paragraphe 56 comme suit :</p> <p>[...] Lorsque cela est possible, une étude épidémiologique analytique (par exemple, une étude de cohorte rétrospective ou une étude cas-témoins) devrait être menée.</p> <p>L'Équateur propose d'ajouter au paragraphe 58 le texte suivant :</p> <p>Les résultats de laboratoire peuvent corroborer l'épidémiologie, mais ils ne seront concluants que s'ils sont confirmés par des données épidémiologiques, comme celles provenant des patients.</p>	
<p>L'Inde salue les travaux effectués par le GTA et souligne que des corrections de forme et d'ordre éditorial doivent encore être apportées avant de finaliser le document.</p>	<b>Inde</b>
<p>Ce document doit encore faire l'objet d'une révision typographique et grammaticale.</p> <p>Nous recommandons l'emploi du terme « incident » plutôt qu'« épisode » ou « urgence » dans l'ensemble du texte.</p> <p>Dans le titre, nous suggérons d'utiliser le terme « biologique » et non pas « microbiologique » et « crises » au lieu d'« éclosions ». Le terme « biologique » est générique. Il est, par ailleurs, mentionné dans le Champ d'application (point 10). Le champ d'application est limité aux dangers biologiques.</p>	<b>Iran</b>
<p>Les Philippines sont disposées à procéder à l'examen du projet de directives tel qu'il figure à l'annexe I et à la poursuite des travaux sur ces directives, comme recommandé. Le document fournira des directives en cas d'éclosion (micro)biologique.</p> <p>Nous sommes favorables à l'emploi d'infographies ou de diagrammes dans les directives pour servir de références générales au sujet de la collaboration ou de la coordination nécessaires de la part des autorités compétentes, des exploitants du secteur alimentaire et autres parties prenantes pendant les incidents et les urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments. Les responsabilités de chaque secteur doivent être indiquées afin de disposer d'une délimitation claire des fonctions.</p>	<b>Philippines</b>
<p>1. Emploi des expressions « urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments », « incident en matière de sécurité sanitaire des aliments » ou « épisode en matière de sécurité sanitaire des aliments »</p> <p>Le terme « urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments » devrait être utilisé de façon cohérente avec les autres textes du Codex tels que les Principes et directives pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments (CXG 19-1995).</p> <p>2. Emploi du terme « biologique » au lieu de « (micro)biologique » dans l'intitulé et le champ d'application.</p>	<b>Thaïlande</b>

C'est le terme « biologique » d'origine alimentaire qui devrait être utilisé. Le champ d'application du projet de document devrait être élargi de façon à couvrir d'autres dangers biologiques tels que les champignons vénéneux et la toxine produite par le fugu.

3. Le cas échéant, définir laquelle des deux définitions d'éclosion d'origine alimentaire utiliser.

Nous sommes d'avis que les définitions devraient être alignées sur celles employées dans les textes existants, comme ceux de l'OMS ou le Règlement sanitaire international (RSI).

### Champ d'application du document

Un des problèmes à résoudre est celui du champ d'application du document. En ce qui concerne la description des travaux du GTE, il est écrit au paragraphe 7 que les avis étaient partagés au sujet de « l'élimination des parenthèses » autour de « micro » afin de limiter le champ d'application aux éclosions « microbiologiques » d'origine alimentaire, mais ce paragraphe pose aussi la question de savoir si le champ d'application du document doit aller au-delà des éclosions d'origine alimentaire. Ce point est repris dans le paragraphe 9 au sujet des « urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments » contre les « incidents en matière de sécurité sanitaire des aliments » ou les « épisodes en matière de sécurité sanitaire des aliments ». Le paragraphe 9 stipule que « Selon le document de projet, et conformément au champ d'application convenu lors de la quarante-neuvième session du CCFH, les travaux devraient couvrir les crises et éclosions d'origine alimentaire. » Il précise plus loin que « Le présent projet se limite aux éclosions d'origine alimentaire et aux événements isolés lorsqu'ils donnent lieu à des éclosions. » Nous soulignons que le projet de document indique que « L'objectif de ce nouveau travail est de fournir des directives aux autorités compétentes en matière de gestion des crises et des épidémies d'origine alimentaire » (section 1) et que « Les lignes directrices porteront sur les recommandations relatives aux mesures de préparation face aux épidémies et à leur gestion » (Section 3). Nous serions disposés à appuyer la restriction de ce document à la fourniture de directives en matière de préparation face aux épidémies d'origine alimentaire (causées par des micro-organismes, comme abordé dans le paragraphe suivant). On ne comprend pas bien comment ce document fournit des directives sur des « événements isolés lorsqu'ils donnent lieu à des éclosions ». Nous recommandons donc de limiter l'intitulé et le champ d'application à la gestion des éclosions d'origine alimentaire. Nous suggérons la suppression du terme « crise » dans le titre, puisque celui-ci n'est pas nécessaire, étant donné que les directives devraient concerner toutes les éclosions, qu'elles constituent une crise ou non. (Le terme « crise » est subjectif et risque d'être compris différemment par les entités impliquées, d'autant plus que les recommandations ne font pas état de procédures différentes pour les éclosions qui sont considérées comme des crises de celles qui ne le sont pas.)

En ce qui concerne la question de savoir si le champ d'application devrait être « biologique » ou « microbiologique », nous recommandons de le limiter aux éclosions microbiologiques d'origine alimentaire par cohérence avec les autres documents élaborés par le CCFH, tels que les Principes et directives régissant la conduite de l'évaluation des risques microbiologiques (CAC/GL 30-1999) et les Principes et directives pour la gestion des risques microbiologiques (GRM) (CAC/GL 63-2007). De plus, les directives fournies semblent consacrées aux éclosions microbiennes d'origine alimentaire. Cela devrait impliquer les parasites les plus susceptibles de provoquer une éclosion (par exemple, *Cryptosporidium* et *Cyclospora*), ainsi que les éclosions causées par des bactéries et des virus. Nous recommandons donc d'intituler le document « Avant-projet de document d'orientation sur la gestion des éclosions microbiologiques d'origine alimentaire. »

En conséquence des changements suggérés plus haut pour le titre, une révision du document devrait être effectuée afin de remplacer « incidents », « urgences », « crises » et « crise » soient remplacés par « éclosions d'origine alimentaire » ; la même opération devrait être réalisée pour remplacer « biologique » par « microbiologique ». Puisque cela concernerait la plupart des paragraphes du document, nous ne recensons pas dans nos observations toutes les occurrences de ces termes à modifier.

Termes employés dans le document. En ce qui concerne la question des termes employés, nous émettons les observations suivantes :

États-Unis  
d'Amérique

**a. Emploi des expressions « urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments », « incident en matière de sécurité sanitaire des aliments » ou « épisode en matière de sécurité sanitaire des aliments », et dans quelle mesure ces directives devraient se pencher sur les épisodes de contamination des denrées alimentaires sans apparition de maladie humaine.**

Comme indiqué ci-dessus, nous recommandons d'utiliser le terme « éclosion d'origine alimentaire » pour remplacer tous les termes cités. Chacun de ces termes suggère un champ d'application plus vaste que celui d'une éclosion d'origine alimentaire, ce qui risque de prêter à confusion dans un document qui ne concerne que les éclosions d'origine alimentaire.

**b. Emploi du terme « biologique » au lieu de « (micro)biologique » dans l'intitulé et le champ d'application.**

Comme indiqué ci-dessus, nous recommandons l'emploi du terme « microbiologique ».

**c. Le cas échéant, définir laquelle des deux définitions d'éclosion d'origine alimentaire utiliser.**

Quelles sont les deux définitions en question ? « a » contre « b » ? Ou « a » et « b » contre l'autre définition possible ? Nous sommes favorables à une définition cohérente avec « b » (la présence de deux ou plusieurs cas similaires d'une maladie résultant de l'ingestion d'un aliment commun) mais nous serions prêts à accepter la définition alternative (Une éclosion d'origine alimentaire est un incident en vertu duquel deux personnes ou plus manifestent une maladie similaire à la suite de l'ingestion d'un aliment commun, et l'analyse épidémiologique indique que l'aliment est à l'origine de la maladie).

**d. Emploi de l'expression « évaluation rapide des risques » et/ou « évaluation de l'éclosion ».**

Le document étant limité aux éclosions d'origine alimentaire, nous préférons le terme « évaluation de l'éclosion ». Il nous semble plus approprié pour décrire ce qui se passe pendant la plupart des éclosions d'origine alimentaire. Une évaluation des risques doit comprendre quatre étapes : l'identification des dangers, la caractérisation des dangers, l'évaluation de l'exposition, la caractérisation des risques, afin de procéder à une estimation des risques. Le terme « évaluation rapide des risques » laisse à penser que toutes ces étapes seront accomplies rapidement. Bien que cette approche, qui est décrite dans le Guide FAO/OMS d'application des principes et des procédures d'analyse des risques lors des urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments (2011), puisse être choisie, nous avons du mal à savoir si toutes ces étapes sont nécessaires pour gérer les risques dans le cadre d'une éclosion microbienne d'origine alimentaire (par exemple, une évaluation de l'exposition fondée sur des tendances de consommation alimentaire à l'échelle nationale ne sont généralement pas nécessaires). Pendant une éclosion, des évaluations sont effectuées en ce qui concerne les denrées impliquées, l'ampleur de leur distribution, l'agent impliqué et la gravité des effets indésirables probables, y compris les facteurs de virulence présents dans le micro-organisme, le cas échéant. Quel que soit le terme employé, ce document pourrait donner une meilleure explication de la façon dont le résultat de l'évaluation doit être mis en application, autrement dit, en quoi cette évaluation constitue « une base scientifique solide sur lesquelles reposent les actions devant être prises » (paragraphe 34) pendant le cours d'une éclosion d'origine alimentaire (contrairement aux cas de contamination qui n'ont pas entraîné de maladie).

Infographies/diagrammes illustratifs. Nous ne voyons pas où des infographies/diagrammes illustratifs fourniraient des informations utiles à ce stade. Les présidents du GTE indiquent « pour illustrer, par exemple, les autorités et organisations compétentes et les réseaux décrits » Nous nous demandons si cela serait faisable étant donné que les diverses autorités et agences n'ont pas la même structure dans tous les pays.

Références aux documents du Codex et de la FAO/OMS Le paragraphe 14 dresse une liste de documents précédés par une lettre. Il n'est pas clairement expliqué si ces lettres seront utilisées comme exposants dans l'ensemble du document, partout où elles permettraient d'obtenir des informations supplémentaires. (Le paragraphe 9 indique que « Le présent document constitue un recueil d'orientations pour la préparation et la gestion des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments, contenant des références croisées aux documents pertinents, et recommande l'utilisation de nouvelles technologies d'analyse dans le cadre de l'étude des éclosions », mais cela n'explique pas clairement que cela est fait en utilisant en exposants les lettres du paragraphe 14.) En fait, les exposants apparaissent déjà dans des phrases

<p>avant la présentation de la liste (dans les paragraphes 8 et 9, par exemple), comme s'ils renvoyaient à une note de bas de page. Cela crée une véritable confusion et devrait être clarifié dans le format retenu.</p> <p>De plus, nous nous demandons si une telle liste et un référencement approfondi indiquent le statut des documents de la FAO/OMS par rapport aux question de l'OMC. Les documents de la FAO/OMS, bien qu'élaborés par des experts, ne présentent pas le même degré d'inclusion en ce qui concerne les révisions que dans le cas des documents du Codex. Nous nous demandons, par ailleurs, si le document contient de nouvelles informations qui ne sont pas disponibles dans un grand nombre de références. Nous estimons qu'il serait utile de regrouper les informations de ces nombreux documents au sein d'un document unique, rassemblant les informations essentielles d'utilité pour les gouvernements nationaux et/ou les membres et observateurs du Codex et les comités du Codex. Toutefois, puisque le contenu de ce document semble tiré en grande partie d'informations existantes, nous suggérons que ce document soit élaboré et diffusé comme document d'information et non pas comme une directive Codex.</p> <p>Communication avec le secteur alimentaire. Nous estimons que ce document peut être amélioré en ce qui concerne la communication avec le secteur alimentaire. Dans la section sur les « Préparation », nous recommandons l'ajout d'un texte expliquant comment établir avec le secteur alimentaire des canaux de communication qui peuvent servir à fournir des informations sur les catégories de denrées alimentaires susceptibles d'être impliquées dans une éclosion en ce qui concerne les pratiques de production et de distribution. Il est également important de communiquer avec les industriels sur les faits relatifs à une éclosion et sur ses causes profondes afin que les entreprises du secteur alimentaire puisse tirer des enseignements des éclosions. Le paragraphe 63 parle d'établir un groupe d'experts chargés de « valider les recommandations » (ce qui, d'après ce que nous comprenons, revient essentiellement à valider le message des recommandations) dans leur domaine d'expertise, mais impliquer des experts du secteur plus tôt pourrait accélérer l'étude des éclosions (par exemple, est-ce que les hypothèses sur les causes possibles de l'éclosion sont cohérentes avec les pratiques de fabrication et de distribution ?)</p>	
<p>Question/Contexte  <b>Paragraphe 29 : Référence aux [urgences/incidents/épisodes] étant causés uniquement par des dangers biologiques</b></p> <p>La Gambie recommande de modifier la phrase comme suit: « De nombreux(ses) [urgences/incidents/épisodes] biologiques en matière de sécurité sanitaire des aliments sont identifié(e)s en premier lieu au moyen des données de surveillance des maladies humaines. » et donc de supprimer les crochets.</p> <p>Justification  Les dangers biologiques ne couvrent pas tous les agents responsables des maladies d'origine alimentaire.</p> <p>La Gambie recommande de remplacer le terme « maladie d'origine alimentaire » « foodborne illness » par « foodborne disease » dans l'ensemble du document afin de rester cohérent avec le titre. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></p> <p>La structure du document est adéquate. Toutefois, les sections devraient être numérotées. L'intitulé et le champ d'application devraient être élargis afin de couvrir d'autres causes d'éclosions d'origine alimentaire que les causes (micro)biologiques.</p> <p>Question/Contexte  <b>Titre : Faudrait-il supprimer les parenthèses dans le titre, pour que le document se limite à la gestion des éclosions microbiologiques d'origine alimentaire ?</b></p> <p>La Gambie n'est pas favorable à la suppression des parenthèses, mais recommande de modifier le titre en « Document d'orientation pour la gestion de crises/éclosions de maladies d'origine alimentaire »</p>	<p><b>Gambie</b></p>

Justification : Les éclosions/crises incluraient toutes les éclosions de maladies d'origine alimentaire, pas uniquement celles de type (micro)biologique.	
<p>La Malaisie préfère l'utilisation du terme « biologique » plutôt que « microbiologique ».</p> <p>Le terme « biologique » est plus large que « microbiologique » et il couvre à la fois les agents biologiques et microbiologiques.</p> <p>La Malaisie est favorable à l'emploi du terme « urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments » comme terme générique dans l'ensemble du document pour désigner toute crise/éclosion d'origine alimentaire biologique.</p> <p>Cela est également cohérent avec le document Cadre FAO/OMS pour l'élaboration de plans nationaux de réponse aux urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>	<b>Malaisie</b>
<p>Le document est bien structuré. Cependant, les sections doivent être numérotées. Le titre et le champ d'application devraient être élargis pour couvrir d'autres causes de maladies d'origine alimentaire autres que (micro) biologiques.</p> <p>Paragraphe 5 du document CX/FH/18/50/8:</p> <p><b>Titre:</b> La parenthèse dans le titre doit-elle être supprimée afin que le document ne couvre pas que la gestion des foyers microbiologiques d'origine alimentaire?</p> <p>-Le Maroc recommande le titre suivant : « Directives pour la gestion des crises / maladies d'origine alimentaire ».</p> <p>Justification : Les crises engloberaient toutes les maladies d'origine alimentaire et pas seulement d'origine (micro) biologiques .</p> <p>Serait-il acceptable d'ajouter les mots " et régional" dans "Scope" pour reconnaître que certaines régions, par exemple l'Europe, dispose de systèmes d'alerte régionaux pour la communication des épidémies et autres crises alimentaires en plus d'INFOSAN?</p> <p>Position: oui</p> <p>Justificatif: Pour une reconnaissance de ce qui est fait à l'échelle régional aussi.</p> <p>-L'utilisation de l'expression « urgences liées à la sécurité des aliments » pour tous les types d'épidémies est-elle réalisable, quelle que soit leur gravité? Position : non</p> <p>Justificatif: les maladies d'origine alimentaire peuvent varier en fonction du degré de la gravité et de la sévérité du danger.</p> <p>-Devrions-nous introduire des explications graphiques / diagrammes dans la directive bien que cela ne soit pas une pratique normale dans le texte du Codex, par exemple une description des structures de réseau et de la surveillance?</p> <p>Oui , il est nécessaire d'introduire des explications graphiques / diagrammes dans la ligne directrice</p> <p>Justificatif: Pour une meilleure clarté des concepts et une adéquate compréhension du guide.</p> <p>Est t-il nécessaire de définir les termes « évaluation rapide des risques » et « évaluation de l'épidémie » ?</p> <p>Le Maroc recommande de définir les termes « évaluation rapide des risques » et « évaluation des flambées épidémiques ».</p> <p>Justificatif: Pour améliorer la compréhension du guide.</p>	<b>Maroc</b>
<b>Considérations générales</b>	<b>Nouvelle-Zélande</b>

Réfléchir à l'utilisation du terme « multinational » ou du terme « international dans l'ensemble du document d'orientation pour désigner les éclosions affectant plus d'un pays. Pour l'instant, les deux termes sont employés.

**Introduction** Une discussion des exigences du Règlement sanitaire international (2005) doit être ajoutée car la gestion d'une éclosion d'origine alimentaire est considérée comme une capacité requise. Cela renforce le besoin de développer ces systèmes – et les pays doivent être conscients des exigences du RSI.

### Paragraphe 6

« [...] Le recours à ces méthodologies devrait entraîner, à l'avenir, la détection d'un plus grand nombre d'éclosions et la nécessité d'une meilleure préparation. »

Le recours aux méthodes d'analyse moléculaire (tel que le séquençage du génome entier) peut conduire à la détection de davantage de cas/incidents connexes qui forment des éclosions plutôt que devrait entraîner, à l'avenir, la détection d'un plus grand nombre d'éclosions, comme suggéré (ce qui veut dire que le nombre total augmentera).

**Paragraphe 10** « [...]avec des réseaux internationaux tel que le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN). »  
Ajouter « International » avant des autorités de sécurité sanitaire des aliments car le nom actuel n'est pas correct. *[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]*

**Paragraphe 14** Il s'agit d'une liste exhaustive concernant les denrées alimentaires. Envisager une deuxième liste de références clés sur l'élaboration de la surveillance (santé humaine et contamination des denrées alimentaires).

Étant donné que le document fait référence à une capitalisation sur les systèmes existants, il serait judicieux de noter la disponibilité des ressources sur l'élaboration de systèmes de surveillance (santé humaine et contamination des denrées alimentaires).

**Paragraphe 30**, point n°2 Changer « La notification de ces maladies aux autorités sanitaires n'étant pas toujours obligatoire, les informations relatives... » en

« La notification de toutes les maladies aux autorités sanitaires n'étant pas obligatoire, les informations relatives... » Cette formulation est plus claire et plus compréhensible.

**Paragraphe 44** point n°1 – ajouter à la fin de la phrase « ... vraisemblablement d'origine alimentaire ; ou » Sinon cet énoncé est trop large.

**Paragraphe 45** Ajout pour clarifier que l'élaboration de la description du cas doit être dirigée par les autorités sanitaires avec, le cas échéant, communication d'informations par les autorités chargées du contrôle des denrées alimentaires La définition des rôles facilite le respect des orientations

**Paragraphe 41, point n°1** Établir une stratégie de communication entre les membres du réseau, et désigner un porte-parole officiel du gouvernement ou du réseau national central pour le public, et prendre une décision relative aux moyens de communication à utiliser (sites Internet, Twitter, Facebook, etc.). Supprimer les références à Twitter et Facebook, car les principales plates-formes de réseaux sociaux diffèrent selon les pays. Aussi, ajouter une référence à la radio ou à d'autres formes de médias.

**Paragraphe 45** Ajouter une note à la fin du paragraphe : « une liste sommaire devrait être générée et fournie aux autorités sanitaires et un mécanisme devrait être mis sur pied pour garder ces informations à jour ». Il s'agit d'une pratique optimale.

**Paragraphe 51** « S'il est vrai que le secteur de la santé publique et les secteurs de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé animale sont en mesure de partager et comparer leurs données de laboratoire, de surveillance et de suivi afin d'identifier une correspondance entre un isolat

<p>clinique et un aliment, les données de laboratoire ne sont pas toujours nécessaires et peuvent se révéler secondaires par rapport à de solides informations épidémiologiques. » Il faut indiquer que les données de laboratoire ne sont pas toujours requises et qu'elles sont secondaires par rapport à de solides informations épidémiologiques car cela reflète une pratique optimale et fait écho à l'énoncé du paragraphe 55.</p> <p><b>Paragraphe 55</b> Supprimer car répétition du paragraphe 51</p> <p><b>Paragraphe 56</b> Supprimer/reformuler Répétition du paragraphe 45</p> <p><b>Paragraphe 59/60</b> Discuter de l'éventualité, en cas de situation d'urgence, où il n'est peut-être pas possible de séparer l'évaluation des risques et la gestion des risques/les enquêteurs sur les éclosions et du fait que cela peut être accepté si les parties prenantes sont conscients des différents rôles.</p> <p><b>Paragraphe 59/60</b> Mentionner le besoin d'une évaluation spécifique pour gérer une denrée touchée qui a été détectée et d'actions adéquates. Mener une évaluation rapide des risques n'est pas bien compris par un grand nombre de pays et doit être clarifié dans ce document. La Nouvelle-Zélande dispose d'exemples pouvant ce révéler utiles à ce sujet.</p>	
<p><b>Recommandation ii : ii. Convenir de poursuivre les travaux sur les directives, visant l'élaboration d'un document susceptible d'être consulté de manière autonome tout en contenant les références nécessaires à d'autres documents pour des orientations plus détaillées aux endroits pertinents.</b></p> <p>Nous sommes convenus de poursuivre les travaux.</p> <p><b>Recommandation iii :</b></p> <p><b>a) : Emploi des expressions « urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments », « incident en matière de sécurité sanitaire des aliments » ou « épisode en matière de sécurité sanitaire des aliments », et dans quelle mesure ces directives devraient se pencher sur les épisodes de contamination des denrées alimentaires sans apparition de maladie humaine.</b></p> <p>Selon nous, tous les termes mentionnés peuvent être utilisés. Toutefois, nous préférons le terme « incident en matière de sécurité sanitaire », car il correspond mieux aux termes consacrés dans les études des éclosions. Le document d'orientation devrait également couvrir les épisodes de contamination de denrées alimentaires sans apparition de maladie humaine.</p> <p><b>b) : Emploi du terme « biologique » au lieu de « (micro)biologique » dans l'intitulé et le champ d'application.</b></p> <p>Nous suggérons l'emploi du terme « biologique » dans l'intitulé et le champ d'application. D'après nous, le document d'orientation devrait également inclure les éclosions causées par des parasites, par exemple.</p> <p><b>c) : Le cas échéant, définir laquelle des deux définitions d'éclosion d'origine alimentaire utiliser.</b></p> <p>Les deux définitions sont acceptables.</p> <p><b>d) : Emploi de l'expression « évaluation rapide des risques » et/ou « évaluation de l'éclosion ».</b></p> <p>Nous suggérons le terme « évaluation rapide des risques », car il est plus précis au vu des définitions établies.</p> <p><b>Recommandation iv : Débattre et convenir de l'emploi d'infographies/diagrammes dans les directives pour illustrer, par exemple, les autorités et organisations compétentes et les réseaux décrits.</b></p> <p>Nous appuyons l'emploi d'infographies/diagrammes afin d'aider le lecteur à mieux comprendre les directives.</p>	Norvège
<p>L'IUFoST appuie les concepts et le texte proposé dans les recommandations. Le CCFH devra statuer sur les définitions finales.</p>	IUFoST

<b>OBSERVATIONS PARTICULIÈRES</b>	
<b>TITRE</b>	
<b>ÉLABORATION D'UN D'ORIENTATION POUR LA GESTION DE CRISES/ÉPIDÉMIES (MICRO)BIOLOGIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE</b>	
<b>AVANT-PROJET DE DOCUMENT D'ORIENTATION POUR LA GESTION DE CRISES/ÉCLOSIONS (MICRO)BIOLOGIQUES CRISES/ URGENCES /INCIDENTS D'ORIGINE ALIMENTAIRE</b>	<b>Senegal</b> Les Incidents, urgences et crises engloberaient toutes les éclosions d'épidémies d'origine alimentaire
<b>INTRODUCTION</b>	
<b>Paragraphe 1 :</b>	
Le Codex Alimentarius a émis un grand nombre de directives relatives aux usages en matière d'hygiène s'adressant aux entreprises alimentaires et autorités compétentes, dans le but d'assurer la sécurité sanitaire des aliments. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>	<b>Canada</b>
Le Codex Alimentarius a émis..... Ces directives mettent l'accent, par exemple, sur la prévention, le suivi et les action correctives à prendre en cas d'écarts se produisant lors des processus de production. En dépit des efforts déployés pour garantir un niveau d'hygiène élevé, les éclosions de maladies d'origine alimentaire continuent de se produire. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 2 :</b>	
La mondialisation de la production et des échanges de denrées alimentaires, ainsi que la complexité des chaînes d'approvisionnement <del>favorisent</del> <u>risquent d'entraîner</u> l'apparition de <del>lacunes et failles en matière de sécurité sanitaire des aliments, ce qui entraîne l'apparition d'éclosions de maladies d'origine alimentaire</del> <u>situations d'éclosion</u> aux répercussions très vastes.	<b>Canada</b> Nous suggérons de modifier la phrase. L'accent devrait être mis sur l'impact d'une éclosion plutôt que sur les lacunes en matière de sécurité sanitaire des aliments, qui peuvent également survenir dans les productions de denrées locales et les chaînes d'approvisionnement simples.
La mondialisation de la production et des échanges de denrées alimentaires, ainsi que la complexité des chaînes d'approvisionnement favorisent l'apparition de failles en matière de sécurité sanitaire des aliments, ce qui entraîne l'apparition de maladies d'origine alimentaire aux répercussions très vastes.	<b>Iran</b>
La mondialisation de la production et des échanges de denrées alimentaires, ainsi que la complexité des chaînes d'approvisionnement favorisent l'apparition de lacunes et failles en matière de sécurité sanitaire des aliments, ce qui entraîne l'apparition de maladies d'origine alimentaire aux répercussions <u>potentiellement</u> très vastes.	<b>États-Unis d'Amérique</b> Justification : On ne comprend pas bien à quoi fait référence la formulation « plus vastes que ». Cela suggère peut-être que la mondialisation de la production et des échanges de denrées alimentaires, ainsi que la complexité des chaînes d'approvisionnement favorisent

	l'apparition d'écllosion aux répercussions plus vastes que les systèmes locaux, mais cela n'est pas clair et pas nécessairement vrai. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>
<b>Paragraphe 3 :</b>	
Les maladies d'origine alimentaire peuvent être légères ..... Les écllosions de maladies d'origine alimentaire peuvent poser des obstacles <del>à la consommation intérieure aussi bien qu'</del> au commerce <u>intérieur et</u> international.	<b>Canada</b> Le concept de consommation intérieure doit être clarifié ou bien nous suggérons la suppression du fragment « à la consommation intérieure aussi bien qu' ».
Les maladies d'origine alimentaire peuvent être légères ..... Les écllosions de maladies d'origine alimentaire peuvent également entraîner des coûts socio-économiques importants liés aux soins médicaux, aux frais d'hospitalisation et aux pertes de productivité. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 4 :</b>	
Pour être en mesure de gérer de manière efficace les [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments, des réseaux multi-organisations devraient être mis en place sur le plan local et national <del>afin de gérer ce genre de situation.</del>	<b>Canada</b> Réfléchir à la nécessité d'inclure davantage d'informations dans cette phrase : Ces réseaux devraient avoir recours à des méthodes et interprétations normalisées. À quoi ces méthodes normalisées font-elles référence ?
Pour être en mesure de gérer de manière efficace les [urgences/incidents/épisodes] [urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments, des réseaux multi-organisations devraient être mis en sur le plan local et national afin de gérer ce genre de situation. Ces réseaux .....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 5 :</b>	
<del>Les principes d'analyse des risques, y compris l'évaluation des risques, la gestion des risques et la communication des risques tels qu'il sont décrits par le Codex Alimentarius, c devraient constituer le cadre/socle pour la mise en place d'un système de préparation et gestion des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments.</del>	<b>Colombie</b> La Colombie suggère de supprimer le paragraphe 5.

<p>Les principes d'analyse des risques, y compris l'évaluation des risques, la gestion des risques et la communication des risques tels qu'il sont décrits par le Codex Alimentarius</p> <p>[Source introuvable] devraient constituer le cadre/socle pour la mise en place d'un système de préparation et gestion des incidents en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>	<b>Iran</b>
<p>Les principes d'analyse des risques, y compris l'évaluation des risques, la gestion des risques et la communication des risques tels qu'il sont décrits par le Codex Alimentarius<sup>b.e</sup> devraient constituer le cadre/socle pour la mise en place d'un système de préparation et gestion des <del>[urgences/incidents/épisodes]</del> [urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 6 :</b>	
<p>Les méthodes d'analyse moléculaire ..... L'emploi de méthodes d'analyse de données génomiques spécifiques (tel que le séquençage du génome entier) peut renforcer la détection des éclosions et entraîner une meilleure gestion des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments, ce qui <del>permet de contribuer à mieux traiter/identifier</del> les lots <u>de denrées</u> responsables de réduire les effets des mesures en place. Le recours à ces .....</p>	<b>Canada</b> Nous suggérons de modifier la phrase, car le séquençage du génome entier ne permet pas, à lui seul, de mieux traiter les lots responsables à moins qu'on ne procède à un échantillonnage systématique et représentatif de chaque lot, ce qui n'est pas le cas. Des informations épidémiologiques et une étude sanitaire approfondie restent nécessaires.
<p>Les méthodes d'analyse moléculaire aident à faire le lien entre les groupes de cas humains et leur origine alimentaire. L'emploi de méthodes d'analyse de données génomiques spécifiques (tel que le séquençage du génome entier) peut renforcer la détection des éclosions et entraîner une meilleure gestion des <del>[urgences/incidents/épisodes]</del> [urgences/incidents/crises] en matière de sécurité sanitaire des aliments, .....</p>	<b>Sénégal</b>
<p>Les méthodes d'analyse moléculaire ..... L'emploi de méthodes d'analyse de données génomiques spécifiques (tel que le séquençage du génome entier) peut renforcer la détection des éclosions et entraîner une meilleure gestion des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments, ce qui permet de mieux traiter les lots <u>de denrées</u> responsables de réduire les effets des mesures en place. Le recours à ces .....</p>	<b>États-Unis d'Amérique</b>
<b>Paragraphe 7 :</b>	
<p>L'expression « [urgences/incidents/épisodes] » en matière de sécurité sanitaire des aliments est employée ici pour désigner ces situations pour des raisons de simplicité tout au long du document, indépendamment de leur gravité.</p> <p>Les éclosions de maladies d'origine alimentaire provoquées par des agents biologiques .....[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</p>	<b>Canada</b> Nous suggérons de diviser le paragraphe en deux afin que les informations relatives aux urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments soient dans un paragraphe, et les informations relatives aux éclosions

	de maladies d'origine alimentaire, dans un autre.
L'expression « <del>[urgences/incidents/épisodes]</del> » « <u>urgences</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments » est employée <del>ici pour désigner ces situations pour des raisons de simplicité tout au long du document dans ce document d'orientation afin d'englober le plus de situations possibles, indépendamment de leur gravité du nombre de consommateurs affectés.</del> Les éclosions de maladies d'origine alimentaire.....	<b>Philippines</b> Nous proposons de supprimer les crochets et d'employer le terme « incident et urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments » pour rester cohérents avec la terminologie de l'OMS, à la place de « incident en matière de sécurité sanitaire des aliments »... et « urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments »....
<del>L' Les éclosions de maladies d'origine alimentaire expression « [urgences/incidents/épisodes] » en matière de sécurité sanitaire des aliments est employée ici pour désigner situations pour des raisons de simplicité tout au long du document, indépendamment de leur gravité. Les éclosions de maladies d'origine alimentaire</del> provoquées par des agents biologiques peuvent être classées conformément aux critères ci-dessous : Nombre de cas .....	<b>États-Unis d'Amérique</b> Ce passage n'est pas nécessaire si on emploie uniquement le terme « éclosion de maladies d'origine alimentaire ».
L'expression « <del>[urgences/incidents/épisodes]</del> <u>[urgences]</u> » en matière de sécurité sanitaire des aliments est employée ici pour désigner situations pour des raisons de simplicité tout au long du document, indépendamment de leur gravité. Les maladies d'origine alimentaire provoquées par des agents biologiques peuvent être classées conformément aux critères ci-dessous : Nombre de cas .....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 8 :</b>	
<b><u>Nous suggérons de supprimer ce paragraphe</u></b> par cohérence avec notre recommandation de limiter le document aux éclosions de maladies d'origine alimentaire. S'il est conservé, nous recommandons de changer « une situation "normale" » en « une enquête de routine ».	<b>États-Unis d'Amérique</b> Il n'est pas nécessaire si ce document ne contient pas de directives spécifiques sur la gestion d'une éclosion de maladies d'origine alimentaire en tant qu'urgence ou crise. Le terme « situation "normale" » n'est pas clair et pourrait suggérer que les éclosions de maladies d'origine alimentaire sont la norme.
La décision de classer une éclosion comme une urgence ou comme une crise incombe aux autorités compétentes, et dépend de leur capacité ou incapacité de gérer les <del>[urgences/incidents/épisodes]</del> <u>[urgences]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments, ainsi que de l'éclosion de la maladie en soi. <sup>a</sup> . Ce qui peut être .....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 9 :</b>	
Le présent document <del>constitue un recueil d'</del> <u>contient des</u> orientations pour la préparation et la gestion des <del>[urgences/incidents/épisodes]</del> en matière de sécurité sanitaire des aliments, contenant des références croisées aux documents pertinents, et <del>recommande</del> <u>comprend</u> l'utilisation de nouvelles technologies d'analyse dans le cadre de l'étude des éclosions. Le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN), réseau	<b>Canada</b> Existe-t-il une position claire du CCFH quant à la « recommandation » de l'utilisation de nouvelles technologies

<p>mondial des autorités nationales en matière de sécurité sanitaire des aliments géré de manière conjointe par la FAO et l'OMS, joue un rôle essentiel pour l'échange rapide d'informations durant les urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments, dans le but de mettre fin à la propagation d'aliments contaminés d'un pays à l'autre. INFOSAN facilite <u>également</u> l'échange d'informations et de solutions éprouvées à l'intérieur et entre les pays, afin d'optimiser les interventions futures et de protéger la santé des consommateurs<sup>k,l</sup>.</p>	<p>d'analyse dans le cadre de l'étude des éclosions ? Si ce n'est pas le cas, nous suggérons de modifier le texte.</p>
<p>Le présent document constitue un recueil d'orientations pour la préparation et la gestion des [urgences/<del>incidents/épisodes</del>] en matière de sécurité sanitaire des aliments, contenant des références croisées aux documents pertinents, et recommande l'utilisation de nouvelles technologies d'analyse dans le cadre de l'étude des éclosions. Le Réseau international des autorités ..... la santé des consommateurs<sup>k,l</sup>.</p>	<p><b>Japon</b></p>
<p>Le présent document constitue un recueil d'orientations pour la préparation et la gestion des ..... Le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN), réseau mondial des autorités nationales en matière de sécurité sanitaire des aliments géré de manière conjointe par la FAO et l'OMS, joue un rôle essentiel pour l'échange rapide d'informations durant les <u>éclosions d'origine alimentaire (ainsi que d'autres</u> urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments), dans le but de mettre fin à la propagation d'aliments contaminés ..... afin d'optimiser les interventions futures et de protéger la santé des consommateurs<sup>k,l</sup>.</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b>          Tel que le paragraphe est rédigé, ces « urgences » semblent se trouver en dehors du champ d'application du document; les aliments contaminés ne sont pas nécessairement des denrées responsables d'une éclosion d'origine alimentaire. Ces phrases suggèrent un champ d'application plus large lié aux incidents de contamination d'origine alimentaire et pas uniquement aux éclosions d'origine alimentaire. (Nous avons recommandé ces phrases quand nous pensions que le document s'appliquerait aux épisodes/incidents de contamination en plus des éclosions d'origine alimentaire.)</p>
<p><b>CHAMP D'APPLICATION</b></p>	
<p><b>Paragraphe 10 :</b></p>	
<p>Les présentes directives fournissent des orientations aux autorités compétentes en matière de gestion des [<del>urgences/incidents/épisodes</del> urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments, y compris la .....</p>	<p><b>Colombie</b>          Cette définition implique les situations à l'échelle nationale et internationale. Cette observation s'applique à l'ensemble du document.</p>
<p>Les présentes directives fournissent des orientations aux autorités compétentes en matière de gestion des [urgences/<del>incidents/épisodes</del>] en matière de sécurité sanitaire des aliments, y compris la communication entre les programmes nationaux et régionaux avec des réseaux internationaux tel que le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN). Le présent document se penche sur .....</p>	<p><b>Japon</b></p>
<p><b>Paragraphe 11 :</b></p>	

Les présentes directives décrivent le rôle des autorités compétentes <u>à différents niveaux</u> et de la collaboration <u>entre elles en réseau entre sous forme de structures</u> formalisées <u>en réseaux à différents niveaux</u> . Elles abordent également la question .....	<b>Canada</b>
Les présentes directives décrivent le..... Elles abordent également la question de la collaboration et la communication avec les exploitants du secteur alimentaire et autres parties prenantes avant et après une [urgence/ <del>incident/épisode</del> ] en matière de sécurité sanitaire des aliments.....	<b>Japon</b>
Les présentes directives décrivent le rôle des autorités ..... Elles abordent également la question de la collaboration et la communication avec les exploitants du secteur alimentaire et autres parties prenantes avant et après <u>une [urgence/<del>incident/épisode</del>]-un(e) Incident/urgence/crise</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments.....	<b>Sénégal</b>
<b>UTILISATION</b>	
L'Argentine considère que le document constitue un guide utile en cas de gestion de crise. L'approche choisie pour ce document comprend des sujets ayant trait à la santé humaine, comme l'étude épidémiologique des éclosions de maladie qui, d'après nous, sortent du domaine du Codex. Nous estimons donc qu'une discussion doit avoir lieu pour décider du type de document à rédiger. Nous pensons, par ailleurs, que les nombreuses références à des documents	<b>Argentine :</b>
<b>Paragraphe 12 :</b>	
Les présentes directives devraient être utilisées conjointement avec..... Ce document renvoie également aux directives FAO/OMS fournissant des informations détaillées à l'intention des autorités compétentes, en ce qui concerne la préparation face à une [urgence/ <del>incident/épisode</del> ] en matière de sécurité sanitaire des aliments, et <u>leurs</u> gestion au moyen.....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 13 :</b>	
Dans une situation de [urgence/ <del>incident/épisode</del> ] en matière de sécurité sanitaire des aliments dans laquelle des agents zoonotiques sont impliqués, <u>il pourrait être utile, au moment de prendre une décision quant aux mesures de gestion des risques applicables, de prendre en compte</u> les normes de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en ce qui concerne la prévention, détection et maîtrise des agents zoonotiques au stade de la production primaire <u>devraient également être prises en compte</u> .	<b>Canada</b>
Dans une situation de [urgence/ <del>incident/épisode</del> ] en matière de sécurité sanitaire des aliments dans laquelle des agents zoonotiques sont impliqués, il .....	<b>Japon</b>
Dans une situation <u>de [urgence/<del>incident/épisode</del>]-d'Incident/urgence/Crise</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments .....	<b>Sénégal</b>
<b>Paragraphe 14 :</b>	
Si la liste est conservée, nous recommandons d'expliquer comment les références aux directives énumérées sont citées dans l'ensemble du document. C'est visiblement par le biais de lettres correspondant aux éléments de la liste placées en exposants, mais le lecteur doit le deviner. Nous suggérons une autre approche : supprimer la liste et utiliser une note de bas de page citant la référence (notamment lorsque la référence en exposant comprend plusieurs	<b>États-Unis d'Amérique</b> Nous sommes d'avis que les lettres en exposant entravent la lecture et nous n'avons pas cessé de chercher les notes de bas de page ou de fin

lettres). Nous recommandons également de supprimer le Guide à l'intention des membres INFOSAN, qui n'est pas largement disponible.	correspondantes. Le Guide à l'intention des membres INFOSAN devrait être supprimé car les documents de référence ne devraient figurer dans la liste que s'ils sont disponibles pour tous les lecteurs. De plus, nous ne sommes pas en mesure de vérifier si son contenu est adéquat.
<i>Principes et directives pour la gestion des risques microbiologiques (CXC 63-2007, tel qu'amendé)<sup>3</sup> [Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>	<b>Canada</b>
<b>DÉFINITIONS</b>	
L'Argentine suggère d'employer le terme « biologique », qui est plus général. Nous incluons ainsi tout danger biologique capable d'entraîner une éclosion de maladie d'origine alimentaire. Cela comprend tous les parasites et toxines biologiques (ex : les satitoxines responsables de l'intoxication paralysante par les mollusques). Nous recommandons l'option suivante : « Une éclosion d'origine alimentaire est un incident en vertu duquel deux personnes ou plus manifestent une maladie similaire à la suite de l'ingestion d'un aliment commun, et l'analyse épidémiologique indique que l'aliment est à l'origine de la maladie. »	<b>Argentine</b>
Nous proposons d'inclure les phrases suivantes : Un incident en matière de sécurité sanitaire des aliments est une situation au sein de la chaîne de sécurité sanitaire des aliments comportant un risque éventuel ou confirmé associé à la consommation de denrées alimentaires. Une urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments est une situation, accidentelle ou intentionnelle, qui est identifiée par une autorité compétente comme constitué un risque grave et non encore maîtrisé d'origine alimentaire pour la santé publique qui exige une action urgente.	<b>Philippines</b>
<b>Paragraphe 16 : Dangers biologiques</b>	
Les <u>dangers biologiques</u> sont des agents biologiques..... Ils comprennent notamment <del>les bactéries et les algues</del> les bactéries, y compris leurs toxines et métabolites, <del>les virus champignons, les toxines naturelles virus, les prions, les protozoaires et les helminthes parasites</del> parasites et les prions.	<b>Colombie</b> Nous proposons d'harmoniser cette définition avec celles d'autres documents du Codex.
Cette définition, ainsi que le reste du projet de document ne mentionnaient pas les levures ou les moisissures.	<b>Égypte</b>
L'Iran suggère d'ajouter « les champignons, les levures et leurs toxines » dans le paragraphe sur les dangers biologiques à titre d'exemples.	<b>Iran</b>
Les <u>dangers biologiques</u> sont des agents biologiques comprenant des microorganismes ..... Ils comprennent notamment les bactéries <del>et les algues</del> , y compris leurs toxines et métabolites, les virus, les toxines naturelles, <del>les prions, et</del> les protozoaires <del>et les helminthes</del> parasites.	<b>États-Unis d'Amérique</b> Nous recommandons de limiter les exemples de dangers biologiques aux

	dangers dont on sait qu'ils ont causé des éclosions d'origine alimentaire et de supprimer « les algues », « les prions » et « les helminthes » de la liste. Justification : Nous nous interrogeons sur l'inclusion des algues dans la liste des dangers biologiques associés à des maladies d'origine alimentaire. Les prions et les helminthes ne constituent pas des dangers microbiologiques et nous n'avons pas connaissance d'éclosions d'origine alimentaire causées par des helminthes.
<b>Paragraphe 17</b>	
<b>Éclosions d'origine alimentaire</b>	
[Une éclosion d'origine alimentaire est <del>un incident</del> <u>une situation</u> en vertu duquel deux personnes ou plus ..... est à l'origine de la maladie.]	<b>Colombie</b> Nous proposons de garder la définition de la proposition alternative en changeant le terme « incident ».
Nous préférons l'option alternative.	<b>Égypte</b>
La seconde option est plus adaptée au document, mais les définitions doivent impérativement figurer dans le document à titre d'aide-mémoire et pour favoriser la compréhension, et non pas seulement « au besoin ».	<b>Guyane</b>
<del>a) Le nombre de cas observés d'une maladie en particulier dépasse le nombre prévu.</del> <del>b) la présence de deux ou plusieurs cas similaires d'une maladie résultant de l'ingestion d'un aliment commun.]</del> [Une éclosion d'origine alimentaire est un incident en vertu duquel deux personnes ou plus manifestent une maladie similaire à la suite de l'ingestion d'un aliment commun, et l'analyse épidémiologique indique que l'aliment est à l'origine de la maladie]	<b>Inde</b> <b>Inde</b> Nous appuyons la définition alternative, qui nous semble plus adaptée.
Nous préférons la phrase « b » pour la définition d'éclosion d'origine alimentaire. b) la présence de deux ou plusieurs cas similaires d'une maladie résultant de l'ingestion d'un aliment commun. Nous recommandons la définition d'incident en matière de sécurité sanitaire des aliments. Nous recommandons « Analyse rapide des risques » comprenant l'évaluation, la gestion et un système d'alerte rapide (ou de communication) au lieu d'évaluation rapide des risques.	<b>Iran</b>
[Une éclosion <u>de maladies</u> d'origine alimentaire	<b>Japon</b>

<p><del>[Éclotions- [Épidémie d'origine alimentaire</del></p> <p>il faut aussi définir les terme Urgence et incidents en matière des SSA et la définition donnée dans le document CXG 19-1995</p> <p><del>a) Le nombre de cas observés d'une maladie en particulier dépasse le nombre prévu.</del></p> <p><del>b) la présence de Une épidémie d'origine alimentaire est un événement dans lequel deux personnes ou plusieurs cas similaires d'une plus sont atteintes d'une maladie résultant de similaire après l'ingestion d'un aliment commun-]. Une analyse épidémiologique implique que l'aliment est la source de la maladie"</del></p>	<p><b>Sénégal</b></p> <p>Nous proposons de retenir les termes : Incidents , Urgences et crises justification: Justificatif Les trois termes peuvent être utilisés selon les besoins, en fonction du type de situation en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>
<p>[Une éclosion d'origine alimentaire</p> <p>Nous recommandons de définir une éclosion comme « la présence de deux ou plusieurs cas similaires d'une maladie résultant de l'ingestion d'un aliment commun. »</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p> <p>Il s'agit d'une définition d'éclosion couramment utilisée et bien comprise.</p>
<p><b>Surveillance, suivi continu et cluster</b></p>	
<p>Les <u>définitions de surveillance, suivi continu et cluster</u> sont-elles tirées de documents du Codex Alimentarius et/ou de la FAO/OMS ?. Réfléchir au besoin d'ajouter à la définition de surveillance des concepts tels que celui d' analyse et interprétation des données recueillies ».</p>	<p><b>Canada</b></p>
<p>La <u>surveillance</u> est le recueil, <u>l'analyse et l'interprétation</u> systématiques et <u>continu des résultats d'analyses effectuées sur des êtres humains, des animaux ou des denrées alimentaires de données essentielles à la planification, mise en œuvre et évaluation dans le but d'appliquer des mesures de maîtrise adaptées, de pratiques de santé publique, et la L'un des objectifs principaux diffusion rapide de la surveillance est d'assurer le suivi de résultats insatisfaisants au moyen d'une étude et éventuellement la prise de mesures de maîtrise adéquates</u> ces informations pour mettre en œuvre des actions de santé publique.</p>	<p><b>Philippines</b></p> <p>Nous proposons la définition alternative suivante, tirée du document de l'OMS « Foodborne disease outbreaks » : Guidelines for Investigation and Controls » (Éclotions de maladies d'origine alimentaire : directives pour la recherche et la maîtrise)</p>
<p>Nous recommandons de clarifier ces définitions de sorte qu'elles se concentrent sur les maladies d'origine alimentaire. Il est difficile de savoir à quoi les « résultats d'analyse » font référence dans la définition de « surveillance ». À moins qu'il n'existe une raison spécifique pour cette limitation, nous souhaiterions privilégier une définition de « suivi continu » plus large que celle d'analyses visant à détecter la contamination microbiologique.</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p> <p>On a du mal à voir la différence entre « suivi continu » et « surveillance » dans ces définitions et malgré nos recherches d'autres définitions, nous n'avons pas trouvé de moyen de distinguer ces deux termes. Ces termes sont souvent employés ensemble (y compris dans ce document). Certaines des définitions que nous avons trouvées désignent la</p>

surveillance comme un suivi continu ciblé. Les Principes et directives pour la gestion des risques microbiologiques (GRM) (CAC/GL 63-2007) mentionnent la surveillance (NDT : « surveillance » en anglais) en termes de maladies humaines, mais parle aussi de « programmes de surveillance (NDT : « monitoring » en anglais) de la santé publique ». Le document indique également : « Les activités de surveillance (NDT : « monitoring » en anglais) peuvent comprendre la collecte et l'analyse de données provenant de la surveillance (NDT : « surveillance » en anglais) des maladies cliniques chez les humains, ainsi que des maladies des plantes et des animaux pouvant affecter les êtres humains ;... d'une surveillance (NDT : « surveillance » en anglais) s'appuyant sur des tests de laboratoire au sujet des dangers cernés chez les êtres humains, les plantes, les animaux, les aliments et les milieux de transformation d'aliments... » et plus loin « Au moment de la mise en place ou de la reconception de systèmes de surveillance (NDT : « monitoring » en anglais) au niveau des pays, les aspects suivants devraient être pris en considération Le système de surveillance (NDT : « surveillance » en anglais) de la santé publique devrait permettre d'estimer le pourcentage de maladies et de décès qui ont réellement une origine alimentaire et de déceler les principaux vecteurs, procédés et pratiques de manipulation des aliments à l'origine de chaque danger... ». Le document GRM emploie surveillance (NDT : « monitoring » en anglais) pour

	désigner « La collecte continue, l'analyse et l'interprétation de données sur le rendement des systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires. »
<del>Le suivi continu est la conduite d'analyses de routine visant à détecter la contamination microbiologique des denrées alimentaires à partir desquelles il est possible de dégager la prévalence de certaines données. Le suivi continu désigne la collecte systématique de données par l'échantillonnage de produits ainsi que le suivi continue de maladies d'origine alimentaire, la collecte et l'interprétation des données recueillies.</del>	<b>Philippines</b> Nous proposons la définition alternative suivante à des fins de cohérence avec le document IRR of RA No. 10611, "Philippine Food Safety Act of 2013"
Un <u>cluster</u> , du point de vue épidémiologique, est un agrégat de patients atteints de la même maladie (cas), étroitement regroupés dans le temps et dans l'espace. En termes microbiologiques, les isolats (bactéries ou virus) ayant le même profil moléculaire spécifique ou des profils étroitement liés identifiés par l'analyse d'échantillons prélevés auprès des cas.	<b>Colombie</b> Modifier le terme « agrupamiento ». Il n'est pas employé dans le document. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version espagnole n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>
<b>[Évaluation rapide des risques], au besoin</b>	
<del>[Évaluation rapide des risques], au besoin</del>	<b>Colombie</b> Phrase à supprimer. Il a été décidé de n'inclure aucun de ces deux termes dans le document, puisque l'« évaluation rapide des risques » ne fait pas partie des méthodologies décrites par le Codex et l'emploi de ce terme, sans méthodologie pour l'appuyer risque de prêter à confusion.
Nous proposons d'ajouter aux définitions le terme « Évaluation rapide des risques ».	<b>Philippines</b>
<del>[Évaluation rapide des risques], au besoin</del> <u>risques en urgence</u>	<b>Senegal</b> Définir les termes "Evaluation des risques en urgence et évaluation des éclosions"
<b>1 [URGENCES/INCIDENTS/ÉPISODES] EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS – SYSTÈME DE PRÉPARATION</b>	
L'Argentine se montre favorable à l'emploi du terme « incident alimentaire ». En ce qui concerne la portée de ce document, nous estimons qu'il devrait inclure les éclosions et les incidents alimentaires (contaminations de denrées sans maladie chez l'être humain).	<b>Argentine</b>

<b>[URGENCES/INCIDENTS/ÉPISODES][URGENCES] EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS – SYSTÈME DE PRÉPARATION</b>	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 18 :</b>	
Les <del>éclosions</del> <u>éclosions</u> de maladies d'origine alimentaire sont fréquentes et varient considérablement selon leur importance .....sur le plan national ou internationale <sup>9</sup>	<b>Canada</b> Le « e » à la fin du mot international est-il censé faire référence au document e. document de l'OMS « Foodborne disease outbreaks: Guidelines for Investigation and Controls » (Éclosions de maladies d'origine alimentaire : directives pour la recherche et la maîtrise) ?
Les éclosions de maladies d'origine alimentaire sont fréquentes et varient considérablement selon leur importance .....sur le plan national ou internationale <sup>9</sup> [Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]	<b>Japon</b>
Les <del>éclosions</del> <u>éclosions</u> de maladies d'origine alimentaire sont fréquentes et varient considérablement selon leur importance .....sur le plan national ou internationale <sup>9</sup>	<b>Philippines</b>
<b>Paragraphe 19 :</b>	
19. Des systèmes et structures nationaux devraient être mis en place afin d'assurer la détection précoce et de gérer les <del>[urgences/incidents/épisodes]</del> <u>[urgences]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments avec efficacité, et devraient disposer des infrastructures.....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 20 :</b>	
Le réseau et les structures devraient faire l'objet d'une description détaillée..... et des organisations officiellement désignées, <del>et de permettre qu'un incident soit géré au niveau administratif le plus bas possible.</del> <sup>9</sup>	<b>Colombie</b> Nous proposons de supprimer ce fragment, qui n'apporte pas d'informations importantes dans le contexte du paragraphe.
<b>Paragraphe 21 :</b>	
Pour que le réseau soit opérationnel, il est essentiel que les participants se connaissent et connaissent les système et les structures, et qu'ils <del>les utilisent dans le cadre de leurs « routines quotidiennes »</del> <u>accèdent régulièrement au système, même en l'absence d'éclosion de maladies d'origine alimentaire.</u> Selon la .....	<b>États-Unis d'Amérique</b> Justification : Cette formulation offre davantage de souplesse. La finalité de l'usage des réseaux dans le cadre des « routines quotidiennes » manque de clarté ; un « usage quotidien » est improbable.
<b>Paragraphe 22 :</b>	

<p>Sur le plan local, des réseaux définis ..... (par exemple, autorité locale chargée du contrôle des aliments, laboratoire de microbiologie clinique, <del>chirurgien local</del> <u>chirurgien/médecin inspecteur de santé publique</u>, conseil communautaire/laboratoire vétérinaire).....</p>	<p><b>Canada</b> Nous suggérons d'ajouter le terme « médecin inspecteur de santé publique » car tous les pays n'ont pas de « chirurgien locaux ».</p>
<p>Ligne 4 : « médecin local » serait plus pertinent que « chirurgien local ».</p>	<p><b>Iran</b></p>
<p>Sur le plan local, des réseaux définis entre les points de liaison des différentes autorités/organisations compétentes dans la même zone géographique devraient être établis. Les points de liaison peuvent être des personnes ou des institutions, dans la mesure où leur personnel participe régulièrement des activités sur le plan local (par exemple, autorité locale chargée du contrôle des aliments, laboratoire de microbiologie clinique, <del>chirurgien</del> <u>chirurgien/médecin local</u>, conseil communautaire/laboratoire vétérinaire. Les points de liaison du réseau devraient se charger des échanges d'informations et gérer les <del>urgences/incidents/épisodes</del> <u>urgences</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments dans le cadre des réseaux et entre eux. Les réseaux devraient, le cas échéant, définir des moyens d'encourager la participation des parties prenantes et des exploitants du secteur alimentaire, dans le but d'échanger des informations et de réduire au minimum les effets adverses</p>	<p><b>Japon</b> Le document de l'OMS Foodborne disease outbreaks: Guidelines for investigation and controls » (Épidémies de maladies d'origine alimentaire : lignes directrices pour les enquêtes et les contrôles) emploie le terme « clinician », « clinicien ».</p>
<p>Sur le plan local, des réseaux définis ..... Les points de liaison peuvent être des personnes ou des institutions, dans la mesure où leur personnel participe régulièrement des activités sur le plan local (par exemple, autorité locale chargée du contrôle des aliments, laboratoire de microbiologie clinique, <del>chirurgien local, conseil communautaire</del> <u>service de santé local</u>/laboratoire vétérinaire). Les points de liaison .....</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b> La première modification est de nature grammaticale [Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.] ; le terme « chirurgien local » ne semble pas s'appliquer à la plupart des cas et il est peu probable que le « conseil communautaire » constitue un point de liaison ; le terme « service de santé local » semble plus large et générique.</p>
<p><b>Paragraphe 23</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>La communication avec les réseaux internationaux <u>par l'intermédiaire des points de contact d'urgence de l'INFOSAN</u></li> </ul>	<p><b>Inde</b> L'écllosion de maladies d'origine alimentaire devrait être communiquée aux organisation internationales ou aux pays concernés par le biais de l'INFOSAN (Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments) par l'autorité nationale compétente.</p>

<p>Nous recommandons l'ajout du terme « cadres » comme suit <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i> :</p> <p>Sur le plan national, un réseau défini devrait être établi avec des cadres supérieurs ayant de l'expérience dans la gestion des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments</p>	<p><b>Iran</b></p>
<p>Sur le plan national, un réseau défini devrait être établi avec des cadres supérieurs ayant de l'expérience dans la gestion des [urgences/incidents/épisodes][urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments, en représentation de leurs autorités/organisations respectives. Des recommandations sur la composition d'un tel réseau figurent dans la description du groupe de coordination multiorganismes (MAGC) qui se trouve dans le <i>Cadre FAO/OMS pour l'élaboration de plans nationaux de réponse aux urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments</i><sup>4</sup>. Le rôle de ce réseau devrait comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La coordination des efforts visant à résoudre les [urgences/incidents/épisodes][urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments particulièrement amples, complexes et graves,</li> </ul>	<p><b>Japon</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La communication avec les réseaux <u>régionaux et</u> internationaux</li> </ul>	<p><b>Maroc</b> le réseau de communication inclura les « réseaux régionaux » et pas seulement le réseau international. Le Maroc recommande la modification pour lire « la communication avec les réseaux régionaux et internationaux » Justificatif: Le réseau régional faisait défaut et devrait être aligné sur la portée</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La communication avec les réseaux <del>internationaux</del><u>internationaux et régionaux</u> <u>- Examen post-éclosion</u></li> </ul>	<p><b>Senegal</b> justification: Le réseau régional faisait défaut et devrait être harmonisé avec la portée</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coordination des efforts visant à résoudre les[urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments particulièrement amples, complexes et graves,</li> <li>• L'appui, au besoin, aux réseaux locaux</li> <li>• La communication avec les réseaux internationaux <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></li> </ul>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p>
<p><b>Paragraphe 24 :</b></p>	
<p>Le réseau <del>central</del><u>national</u> peut également constituer un forum où .....</p>	<p><b>Canada</b> Nous proposons cette modification pour harmoniser la formulation avec les paragraphes 23 et 25. Nous comprenons</p>

	que le terme « central » a été remplacé par « national » dans la nouvelle version.
Le réseau <del>central</del> à l'échelle national peut également constituer un forum où .....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 25 :</b>	
Dans le dernier point, clarifier ce que signifie recourir à des groupes d'experts externes afin de « valider » les recommandations : « Des procédures sont en place pour pouvoir recourir à des groupes d'experts externes afin de valider les recommandations. »	<b>États-Unis d'Amérique</b> Le rôle des groupes externes n'est pas clair.
- Veiller à ce que toutes les informations disponibles soient regroupées, afin de constituer une image aussi complète que possible <del>de l'incident</del> de la situation.	<b>Colombie</b> Nous proposons de remplacer le terme « incident » par « situation » afin d'assurer la cohérence entre le texte et les sous-titres du document.
- Des procédures sont en place pour pouvoir recourir à des groupes d'experts externes afin de valider les recommandations. [Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]	<b>Canada</b>
<b>2 [URGENCES/INCIDENTS/ÉPISODES] EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS – SYSTÈME DE PRÉPARATION</b>	
<b>2.1 b. Réseaux d'alerte internationaux pour les [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments et les maladies frappant les humains, et échanges d'informations</b>	
<b>Réseaux d'alerte internationaux pour les [urgences/incidents/épisodes][urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments et les maladies frappant les humains, et échanges d'informations</b>	<b>Japon</b>
<del>Échange d'informations avec les</del> <b>Réseaux d'alerte internationaux pour les [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments, éclosions d'origine alimentaire et les problèmes connexes liés aux maladies frappant les humains, et échanges d'informations</b>	<b>États-Unis d'Amérique</b>
<b>Paragraphe 26 :</b>	
Les [urgences/incidents/épisodes] en matière de .... Ce qui pourrait, au premier abord, sembler un incident national ou régional pourrait bien, en fait, constituer un(e) [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments sur le plan <del>multinational</del> international.	<b>Colombie</b> Modification formelle.
Les [urgences/incidents/épisodes][urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments ne connaissent de frontières ..... de sécurité sanitaire des aliments sur le plan multinational.	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 27</b>	

<p>Les réseaux nationaux devraient être ... Sur le plan national, les réseaux devraient inclure activement les points de liaison d'urgence nationaux<sup>k,l</sup>, ..... en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>	<p><b>Canada</b> Le « k » à la fin du mot nationaux est-il censé faire référence au document k. Projet de modèle de communication INFOSAN/RSI : National Protocol for Information Sharing with National and International Partners during Food Safety Events and Outbreaks of Foodborne Illness (Protocole national pour l'échange d'informations avec les partenaires nationaux et internationaux lors d'événements en matière de sécurité sanitaire des aliments et éclosions de maladies d'origine alimentaire) ?</p>
<p>Les réseaux nationaux devraient être connectés en permanence avec les réseaux mondiaux, dont le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) et avec les réseaux d'alerte régionale en ce qui concerne les <del>incidents frappant à la fois les aliments</del><u>urgences alimentaires</u> et <del>les êtres humains</del><u>humaines</u>. Sur le plan national,.....</p>	<p><b>Colombie</b> Nous proposons de remplacer le terme « incident » par « situation » afin d'assurer la cohérence entre le texte et les sous-titres du document.</p>
<p>Les réseaux nationaux devraient être connectés ..... et avec les réseaux d'alerte régionale (<u>ex : RASFF</u>) en ce qui concerne les incidents frappant à la fois les aliments et les êtres humains. Sur le plan national, les réseaux devraient inclure activement les <del>points-points</del> de liaison d'urgence nationaux<sup>k,l</sup>, ..... en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>	<p><b>Inde</b> Modification proposée pour plus de clarté.</p>
<p>Les réseaux nationaux ... Sur le plan national, les réseaux devraient inclure activement les points de liaison d'urgence nationaux<sup>k,l</sup>, ceux-ci effectuant un travail important de recueil et compilation des informations, et de présentation d'informations coordonnées concernant les <del>urgences/incidents/épisodes</del><u>urgences</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>	<p><b>Japon</b></p>
<p>Sur le plan national, les réseaux devraient inclure activement les points de liaison d'urgence nationaux<sup>k</sup>.</p>	<p><b>Philippines</b></p>
<p>Les réseaux nationaux devraient être connectés en permanence avec les réseaux mondiaux, dont le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) et avec les réseaux d'alerte régionale en ce qui concerne les <del>incidents frappant à la fois les aliments</del><u>éclosions d'origine alimentaire</u> et les <u>maladies connexes affectant les</u> êtres humains. Sur le plan national, les réseaux devraient inclure activement les points de liaison d'urgence nationaux<sup>k,l</sup>, ..... en matière de sécurité sanitaire des aliments.</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p>
<p><b>Paragraphe 28 :</b></p>	

<p>Les informations émanant des réseaux mondiaux peuvent s'avérer utiles au travail des réseaux nationaux, même lorsque les <u>épisodes/incidents</u> décrits ne concernent pas le pays. Un contact régulier avec les points de liaison de ces réseaux régionaux et mondiaux est donc essentiel<sup>a</sup>.</p>	<p><b>Canada</b></p>
<p><b>c. Systèmes de surveillance et de suivi continu (humain, animal, produits alimentaires destinés à la consommation humaine ou animale, environnement de l'établissement) et leur utilisation dans le domaine des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments</b></p>	
<p><b>Systèmes de surveillance et de suivi continu (humain, animal, produits alimentaires destinés à la consommation humaine ou animale, environnement de l'établissement) et leur utilisation dans le domaine des [urgences/incidents/épisodes][urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments</b></p>	<p><b>Japon</b> Systèmes de surveillance et de suivi continu (humain, animal, produits alimentaires destinés à la consommation humaine ou animale, environnement de l'établissement) et leur utilisation dans le domaine des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments</p>
<p><b>Paragraphe 29 :</b></p>	
<p>De nombreux(ses) [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments sont identifié(e)s en premier lieu ..... Cependant, les données de la surveillance et du suivi continu des animaux, des produits destinés à l'alimentation humaine et animale et de l'environnement pourraient également <u>signaler un risque accru, et sont être</u> importants/utiles pour aider à identifier les [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments. Ces systèmes de surveillance et de suivi continu constituent des outils essentiels pour la détection des éclosions d'origine alimentaire, et devraient être utilisés dans le cadre d'une approche intégrée. <sup>e</sup> (chapitre 3).</p>	<p><b>Canada</b></p>
<p>De nombreux(ses) [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments sont identifié(e)s en premier lieu au moyen des données de surveillance des maladies humaines. Cependant les données de la surveillance et du suivi continu des animaux, des produits destinés à l'alimentation humaine et animale et de l'environnement pourraient également signaler un risque accru, et sont importants/utiles pour aider à identifier les [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments. Ces systèmes de surveillance et de suivi continu constituent des outils essentiels pour la détection des éclosions d'origine alimentaire, et devraient être utilisés dans le cadre d'une approche intégrée. <sup>e</sup> (chapitre 3).</p>	<p><b>Japon</b> De nombreuses urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments causées par des dangers biologiques~ ?</p>
<p>De nombreux(ses) <u>[urgences/incidents/épisodes][urgences]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments sont identifié(e)s en premier lieu au moyen des données de surveillance des maladies humaines. Cependant les données de la surveillance et du suivi continu des animaux, des produits destinés à l'alimentation humaine et animale et de l'environnement pourraient également signaler un risque accru, et sont importants/utiles pour aider à identifier les [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments. Ces systèmes de surveillance et de suivi continu constituent des outils essentiels pour la détection des éclosions d'origine alimentaire, et devraient être utilisés dans le cadre d'une approche intégrée. <sup>e</sup> (chapitre 3).</p>	
<p>De nombreux(ses) [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments sont identifié(e)s en premier lieu au moyen des données de surveillance des maladies humaines. Cependant les données de la surveillance et du suivi <del>continu des animaux</del>, des produits destinés à l'alimentation humaine <del>et animale</del> et de</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b> Modification de fond (suppression de « et animale ») La surveillance des</p>

<p>l'environnement <u>de l'établissement</u> pourraient également signaler un risque <u>accru</u> <u>potentiel</u>, et sont importants/utiles pour aider à identifier les <u>[urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments-éclosions d'origine alimentaire</u>. Ces systèmes de surveillance et de suivi continu constituent des outils essentiels pour la détection des éclosions d'origine alimentaire, et devraient être utilisés dans le cadre d'une approche intégrée.<sup>e</sup> (chapitre 3).</p>	<p>produits destinés à l'alimentation animale (plutôt que les éclosions d'origine alimentaire affectant les humains) n'entre pas dans le périmètre du CCFH. Nous nous questionnons également sur l'inclusion de la surveillance des animaux et souhaiterons que le document soit plus précis sur la part de la surveillance concernant les éclosion d'origine alimentaire affectant les humains. Les autres modifications sont d'ordre rédactionnel.</p>
<p><b>Paragraphe 30 :</b></p>	
<p>Une éclosion d'origine alimentaire peut être identifiée au moyen des éléments ci-dessous, <u>de manière permanente</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surveillance et contrôle continu<u>s</u> des situations « normales » des maladies humaines causées par les dangers biologiques et les aliments ;</li> <li>• <u>Une A</u>analyses régulières (par exemple, toute les semaines) des données afin de détecter les éclosions de manière opportune.</li> </ul>	<p><b>Canada</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surveillance et contrôle continu des situations « normales » des maladies humaines causées par les dangers biologiques <u>et les liés aux</u> aliments ;</li> <li>• La notification de ces <u>maladies humaines</u> aux autorités sanitaires n'étant pas toujours obligatoire, les informations relatives à ces cas doivent être relevées, et une évaluation de la situation de normalité doit être effectuée. Ainsi, les autorités sanitaires seront-elles en mesure.....</li> </ul>	<p><b>Colombie</b> Modification formelle</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La notification de ces maladies aux autorités sanitaires n'étant pas toujours obligatoire, <u>un mécanisme permettant aux autorités d'accéder aux les</u> informations relatives à ces cas <u>doivent être relevées</u> <u>doit être mis sur pied</u>, et une évaluation de la <u>situation de normalité comparaison entre les valeurs élevées et les valeurs de référence</u> doit être effectuée. Ainsi, les autorités .....</li> </ul>	<p><b>Japon</b></p>

<p>Une éclosion d'origine alimentaire peut être identifiée au moyen des éléments ci-dessous, <del>de manière permanente</del> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surveillance et contrôle continu des situations <del>« normales »</del> <u>de référence</u> des maladies humaines causées par les dangers biologiques et les aliments ;</li> <li>• La notification de ces maladies aux autorités sanitaires n'étant pas toujours obligatoire, les informations relatives <del>à ces</del> <u>aux</u> cas <u>non-notifiables</u> doivent être relevées, et une évaluation <del>de la situation de normalité sur la base du niveau de référence</del> doit être effectuée. Ainsi, les autorités sanitaires seront-elles en mesure de définir à quel moment le nombre de cas devrait déclencher une notification d'éclosion.</li> </ul>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p> <p>Les puces doivent être introduites par la phrase « Une éclosion d'origine alimentaire peut être identifiée au moyen des éléments ci-dessous : » La suppression de l'expression « de manière permanente » se justifie par le fait que le 4e point commence par « Analyses régulières (par exemple, toute les semaines) », ce qui n'est pas une action « permanente », tout comme « la centralisation et transmission rapides d'informations », qui ne sont pas « permanentes » non plus.</p>
<p><b>Paragraphe 31 :</b></p>	
<p>Dans le but de détecter rapidement les situations de <del>[urgences/incidents/épisodes]</del><u>[urgences]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments, il est nécessaire .... Pour que l'échange de données soit possible, il est essentiel que les données collectées soient comparables entre les secteurs. L'échange d'informations devrait être effectuée de manière routinière, et notamment en cas de <del>[urgences/incidents/épisodes]</del><u>[urgences]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments, et peut comprendre :</p>	<p><b>Japon</b></p>
<p>Dans le but de détecter rapidement les situations de <del>[urgences/incidents/épisodes]</del><u>d'urgences</u> en matière de ..... L'échange d'informations devrait être effectuée de manière routinière, et notamment en cas de <del>[urgences/incidents/épisodes]</del><u>situation d'urgences</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments, et peut comprendre :</p>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p>Dans le but de détecter rapidement les situations de [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments, il est .... Pour que l'échange de données soit possible, il est essentiel que les données collectées soient comparables entre les secteurs <u>et que la confidentialité des informations personnelles soit garantie</u>. L'échange d'informations devrait ..... :</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'emploi de méthodes d'analyses normalisées facilitant la comparabilité et le partage des données des laboratoires entre les secteurs de la santé humaine, de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé animale.</li> <li>• L'emploi de méthodes d'analyses normalisées facilitant la comparabilité et le partage des données des laboratoires entre les secteurs de la santé de l'eau humaine, de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé animale. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></li> </ul>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p> <p>Il est important que les informations personnelles recueillies lors des enquêtes visant les éclosions d'origine alimentaire restent confidentielles. Les autres modifications sont d'ordre rédactionnel. « among » doit être employé en anglais lorsqu'il est question de plus de deux éléments. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données épidémiologiques <del>en nombre suffisant</del> pour mener une évaluation de l'importance de la source, et de retracer son origine.</li> </ul>	<p><b>Canada</b></p> <p>Nous recommandons de supprimer « en nombre suffisant », qui n'est pas nécessaire et risque de donner lieu à des interprétations différentes en fonction des utilisateurs.</p>
<p><b>Paragraphe 32 :</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des laboratoires disposant de capacités, d'équipements spécifiques et de personnel formé en quantités suffisantes</li> <li>• Capacité de stockage de grandes quantités de métadonnées et données de séquence, disponibilité d'outils de bioinformatique permettant de comparer des données dans les bases de données nationales ou dans les bases de données internationales ouvertes pour ce qui a trait à la génomique. Une connexion Internet rapide et stable comme condition préalable.</li> <li>• <u>Le recueil d'une quantité suffisante de métadonnées (et d'informations épidémiologique) selon des procédés normalisés;</u></li> </ul>	<p><b>Inde</b></p> <p>« Des laboratoires disposant de capacités » (« capability » en anglais) serait plus adapté en termes d'exigences qualitatives. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></p>

<p>Exception faite de certaines <u>maladies</u> <u>éclosions de maladies</u> d'origine alimentaire extrêmement rares, des tests moléculaires des isolats pourraient devenir nécessaires pour détecter et démontrer le lien entre les différents cas. Dans le cas de <i>Salmonella</i>, par exemple, les données peuvent être comparées au moyen du <u>sérotypage</u> <u>sérotypage et de l'électrophorèse en champ pulsé (PFGE)</u>. En raison de l'augmentation de la disponibilité de <del>tels</del> tests <u>moléculaires</u>, y compris du séquençage du génome entier <u>et du typage de répétitions en tandem (MLVA)</u>, le nombre de liens entre des cas isolés est destiné à augmenter, et par conséquent le nombre d'éclosions. Les tests étant de plus en plus ..... Le recours aux bases de données contenant les résultats des tests moléculaires comparables effectués sur des échantillons humains, animaux, de produits destinés à l'alimentation humaine et animale .....</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des laboratoires disposant de capacités, d'équipements spécifiques et de personnel formé en quantités suffisantes</li> </ul> <p><u>En ce qui concerne le WGS, il n'existe pas de valeurs limites en termes de degré de différence entre les souches (polymorphismes nucléotidiques ou SNP). Le degré de différence acceptable des SNP diffère selon les agents, et dépend de l'agent analysé. L'interprétation des résultats devra être confiée à des spécialistes en bioinformatique. Des bases de données publiques peuvent être utilisées pour procéder à la comparaison des résultats de typage, et fournir des informations sur les résultats obtenus.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partage des séquences WGS sous une forme qui permette les comparaisons entre les autorités en matière de santé humaine et les autorités chargées du contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, par exemple typage <u>MLST par séquençage multilocus (MLST)</u>.</li> <li>• Examen <del>des conditions juridiques pour le</del> <u>de toutes les contraintes relatives au</u> partage des données. Lorsque des données .....</li> </ul>	<p><b>Japon</b> éclosions de maladies d'origine alimentaire ? (Voir paragraphes 1,3, 7,8, 18,44)</p>
<p>Exception faite de certaines maladies d'origine alimentaire extrêmement rares, des tests moléculaires des isolats pourraient devenir nécessaires pour détecter et démontrer le lien entre les différents cas. Dans le cas de <i>Salmonella</i>, par exemple, les données peuvent être comparées au moyen du sérotypage. En raison de l'augmentation de la disponibilité de tels tests, y compris du séquençage du génome entier, le nombre de liens entre des cas isolés est destiné à augmenter, et par conséquent le nombre d'éclosions. Les tests étant de plus en plus spécifiques, il est désormais possible de dégager des sous-clusters de clusters préalablement identifiés. Le recours aux bases de données contenant les résultats des tests moléculaires comparables effectués sur des échantillons humains, animaux, de produits destinés à l'alimentation humaine et animale et issus de l'environnement de l'établissement, facilite la détection et l'évaluation des éclosions et la recherche de l'origine de la contamination.</p>	<p><b>Maroc</b> Le Maroc recommande la nouvelle rédaction de par .32 pour prendre en compte d' autres méthodes d'essai disponibles.</p> <p><b>Justificatif</b> Il est trop prescriptif et biaisé en faveur de l'utilisation du séquençage complet, qui est coûteux et qui n'est pas disponible dans de nombreux pays</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Examen des conditions juridiques pour le partage des données. Lorsque des données sont contenues dans des bases de données publiques, il pourrait s'avérer nécessaire d'assurer l'anonymat des échantillons <u>afin de préserver la confidentialité des informations personnelles</u>, et par conséquent il ne sera possible qu'à <del>certaines</del> <u>des</u> <u>métadonnées limitées</u> de suivre les séquences.</li> </ul>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b> Il est important que les informations personnelles recueillies lors des enquêtes visant les éclosions d'origine alimentaire restent confidentielles. Les autres modifications sont d'ordre rédactionnel.</p>

<p>d. <b>Évaluation des risques – structures d'évaluation des risques</b></p>	
<p>À l'heure actuelle, il n'existe pas dans les documents CODEX de définition de l'« évaluation rapide des risques ». L'introduction de ce terme risque de prêter à confusion.</p>	<p><b>Argentine</b>          Dans le document « PRINCIPES ET DIRECTIVES POUR LA GESTION DES RISQUES MICROBIOLOGIQUES » CAC/GL 63-2007, le « profil de risques » est défini comme la description d'un problème lié à la sécurité sanitaire des aliments et son contexte en décrivant, sous forme concise, les connaissances actuelles relatives à un problème donné. Nous suggérons d'utiliser ce « profil de risques » lors des situations de crise pour l'adoption de mesures de maîtrise immédiates avant de procéder à une évaluation des risques conformément aux principes du CODEX.</p>
<p><del>Évaluation des risques – structures</del> <b>Structures</b> d'évaluation des <del>risques</del><b>urgences</b></p>	<p><b>Colombie</b>          Nous recommandons de modifier ce sous-titre puisque l'« évaluation rapide des risques » ne fait pas partie des méthodologies décrites par le Codex et l'emploi de ce terme, sans méthodologie pour l'appuyer risque de prêter à confusion.          Les paragraphes doivent également être modifiées afin de ne pas mentionner l'évaluation rapide des risques ou l'évaluation de l'éclosion.          Nous suggérons par ailleurs la rédaction d'un paragraphe relatif à l'évaluation de l'urgence et à l'utilisation des évaluations des risques existantes, mais pas à l'élaboration d'évaluations des risques pendant l'urgence.</p>

<p>Pour les sections d. et e. : L'évaluation des risques et la communication des risques sont des sous-ensembles de l'analyse des risques. Il serait donc préférables que ces paragraphes soit regroupés sous le titre commun « Analyse des risques ». Nous recommandons également de parler de « gestion des risques ».</p>	<p><b>Iran</b></p>
<p><b>Paragraphe 34 :</b></p>	
<p>Lors d'un(e) [urgence/incident/épisode] en matière de sécurité sanitaire des aliments, une évaluation des risques<sup>b</sup> ..... En particulier, une évaluation des risques est très utile dans les cas de contamination qui n'ont pas entraîné de maladie, afin d'évaluer...<i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></p>	<p><b>Canada</b></p>
<p>Lors d'un(e) [urgence/incident/épisode][urgence] en matière de sécurité sanitaire des aliments, une évaluation des risques<sup>b</sup> .....</p>	<p><b>Japon</b></p>
<p>Lors d'un(e) [urgence/incident/épisode] d'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments, une évaluation des risques<sup>b</sup> constitue une base scientifique solide sur <del>lesquelles-laquelle</del> reposent les actions devant être prises. En particulier, une évaluation des risques est très utile dans les cas de <del>contamination</del> contaminations qui n'ont pas entraîné de maladie, afin .....</p>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p>Lors d'un(e)[urgence/incident/épisode] en matière de sécurité sanitaire des aliments, une évaluation des risques<sup>b</sup> constitue une base scientifique solide sur lesquelles reposent les actions devant être prises. En particulier, une évaluation des risques est très utile dans les cas de contamination <b>microbiologique</b>.....</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b> La phrase parle de « cas de contamination », or le GTE a indiqué au paragraphe 9 de la section Travaux du GTE que le document se limite aux éclosions d'origine alimentaire.</p>
<p><b>Paragraphe 35 :</b></p>	
<p>Dans certains cas, des évaluations prêtes à l'emploi peuvent être utilisées, mais il sera nécessaire de les adapter à l'incident spécifique (et ce dans un délai très court) sur la base des résultats des études<sup>b,d</sup> (en particulier chapitre 3).<i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></p>	<p><b>Canada</b></p>
<p>Dans certains cas, des évaluations prêtes à l'emploi peuvent être utilisées, mais il sera nécessaire de les adapter à l'incident spécifique (et ce dans un délai très court) sur la base des résultats des études<sup>b,d</sup> (en particulier chapitre 3); <u>et du contexte régional/local (climat, tendances de consommation, taille des portions)</u>.</p>	<p><b>Inde</b> Certaines données requises pour ces adaptations risquent de ne pas être disponibles. Les doivent donc être recueillies à partir d'un examen de la documentation existante/en conduisant des expériences. Dans certains cas, ces adaptations ne sont pas faisables, ce qui rend l'utilisation d'évaluations prêtes à l'emploi impossible.</p>

<p>Dans certains cas, des évaluations prêtes à l'emploi peuvent être utilisées, mais il sera nécessaire de les adapter à l'<u>incident-la situation</u> spécifique (et ce dans un délai très court) sur la base des résultats des études<sup>b,d</sup> (en particulier chapitre 3).</p>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p><b>Paragraphe 36 :</b></p>	
<p>Lorsqu'une évaluation des risques n'est pas possible, il .... Une évaluation des risques « légère » dite <u>évaluation rapide des risques</u> <del>risques</del> <u>risques en urgence</u> -- ou une évaluation de l'éclosion sera alors plus pratique.</p>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p>Lorsqu'une évaluation des risques n'est pas possible, .... <del>Une évaluation des risques « légère »</del> <del>évaluation rapide des risques</del> <del>ou une</del> <u>Une</u> évaluation de l'éclosion sera alors plus pratique.</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b> Le terme « évaluation de l'éclosion » est plus adapté que les termes « évaluation des risques légère » et « évaluation rapide des risques ».</p>
<p><b>Paragraphe 37 :</b></p>	
<p>En cas de contraintes temporelles, les données concernant les apports alimentaires (y compris la concentration et la consommation) pourraient être mises à jour régulièrement afin de servir de structure pour procéder à une évaluation rapide des risques. Il serait préférable d'ajouter quelques mots concernant la mise à jour des données.</p>	<p><b>Iran</b></p>
<p><del>L'évaluation rapide</del> <u>L'évaluation</u> des <del>risques,</del> <u>risques en Urgences</u> ou évaluation de l'éclosion, comprend les mêmes étapes qu'une évaluation des risques, mais elle est basée sur les données actuelles de l'<u>[urgence/incident/épisode] en matière de sécurité sanitaire des aliments concerné la situation concernée</u>, et dans la mesure du possible sur des données d'incidents similaires<sup>b,d</sup>. Il n'y a pas de temps pour procéder à la collecte de nouveaux éléments probants/nouvelles .....</p>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p>L'<del>évaluation rapide des risques,</del> ou évaluation de l'éclosion, <del>comprend</del> <u>peut comprendre ou non</u> les mêmes étapes qu'une évaluation des risques, mais elle est basée sur les données actuelles de l'<u>[urgence/incident/épisode] en matière de sécurité sanitaire des aliments concerné</u>, et dans la mesure du possible sur des données d'incidents similaires<sup>b,d</sup>. Il n'y a pas de temps pour procéder à la collecte de nouveaux éléments probants/nouvelles données pour combler les lacunes de données, ni pour effectuer une recherche bibliographique plus exhaustive. ....</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b> Une évaluation de l'éclosion peut ne pas inclure toutes les étapes d'une évaluation des risques, car toutes ne s'appliquent pas forcément, par exemple, quand on ne dispose pas de données permettant de réaliser une évaluation de l'exposition.</p>
<p><b>Paragraphe 38 :</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des instructions claires <u>sur</u> <u>décrivant</u> ce qui est attendu des évaluateurs des risques et des experts, y compris la portée des évaluations des risques, en tenant compte de la brièveté des délais pour mener ces évaluations ;</li> </ul>	<p><b>Canada</b></p>

<p>Disposer <del>de structures d'un cadre structuré</del> pour procéder en temps opportun à une évaluation rapide des risques/de l'éclosion est l'un des éléments essentiels de la préparation aux incidents.....</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des listes d'évaluateurs des risques et <del>d'experts de personnes expertes</del> en la matière pour .....</li> <li>• Une structure en place pour la transmission directe et immédiate des informations relatives aux études sur l'éclosion aux évaluateurs des risques, et la possibilité pour eux de demander des éclaircissements supplémentaires aux <del>personnes-autorités compétentes</del> chargées .....</li> </ul>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p><b>e. Système/stratégie de communication des risques</b></p>	
<p><del>Système/stratégie de communication des risques</del> <u>Communication des risques</u></p>	<p><b>Colombie</b> Nous proposons de choisir une formulation ayant trait à la Communication des risques de manière générale.</p>
<p><del>Système/stratégie</del> <u>stratégie</u> de communication des risques</p>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p><b>Paragraphe 39 :</b></p>	
<p>Dans le cadre d'un(e) <del>[urgence/incident/épisode]</del>[urgence] en matière de sécurité sanitaire des aliments, l'expression « communication des risques » désigne .....</p>	<p><b>Japon</b> Dans le cadre d'une urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments causée par des dangers biologiques~</p>
<p><b>Paragraphe 40 :</b></p>	
<p>Il est essentiel que la communication soit efficace, et pour ce faire elle doit être préparée avant qu'un incident se produise, et devrait prévoir l'échange d'informations avec toutes les parties concernées.<a href="#">h</a>.</p> <p><del>Il est important d'établir des canaux de communication avec les experts du secteur alimentaire avant que les éclosions d'origine alimentaire ne se produisent car cela permet de rassembler/fournir des informations relatives aux catégories de denrées alimentaires susceptibles d'être associées à/impliquées dans une éclosion en ce qui concerne les pratiques de production et de distribution.</del><a href="#">h</a>.</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b> La préparation devrait inclure l'établissement de contacts avec les professionnels du secteur.</p>
<p><b>Paragraphe 41 :</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir une stratégie de communication entre les membres du réseau, et désigner un porte-parole officiel du gouvernement ou du réseau national central pour le public, et prendre une décision relative aux moyens de communication à utiliser (sites Internet, <del>Twitter, Facebook,</del><u>réseaux sociaux</u>, etc.). Dans la mesure du possible, .....</li> <li>• Élaborer un message initial pour toutes les situations .....qui affectent sa perception des risques (par exemple, croyances religieuses, traditions) : il est important de comprendre le public .....</li> </ul>	<p><b>Canada</b> Nous suggérons cette modification de façon à avoir une formulation plus souple qui tienne compte des réseaux sociaux actuellement disponibles, mais aussi futurs.</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>Établir une stratégie de communication entre les membres du réseau, et désigner un porte-parole officiel du gouvernement ou du réseau national central pour le public, et prendre une décision relative aux <b>moyens canaux</b> de communication à utiliser (sites Internet, Twitter, Facebook, etc.). Dans la mesure du possible, .....</li> </ul>	<b>Colombie</b> Modification formelle
<b>3 GESTION DES [URGENCES/INCIDENTS/ÉPISODES] EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS</b>	
L'Argentine considère qu'à mesure que la rédaction avance, si nécessaire, ces outils pourraient être utilisés pour classer les structures, les processus, les séquences, etc.	<b>Argentine</b>
<b>Paragraphe 42 :</b>	
Lorsqu'un(e) [urgence/incident/épisode] en matière de sécurité sanitaire des aliments se produit, ..... La gestion des éclosions d'origine alimentaire est souvent réalisée dans un cadre de fortes pressions et d'importantes contraintes de temps. Il est donc ..... <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>	<b>Canada</b>
Lorsqu'un incident en matière de sécurité sanitaire des aliments se produit, les réseaux et autres structures en place devraient être utilisés pour gérer la situation dans le cadre d'une approche intégrée. La gestion des éclosions d'origine alimentaire est souvent réalisée dans un cadre de fortes pressions et d'importantes contraintes de temps. Il est donc important que chaque secteur/participant mène à bien les tâches relevant de sa responsabilité conformément aux procédures convenues régissant les réseaux. Les chapitres ci-après fournissent des informations de base sur le rôle des participants dans les réseaux.	<b>Iran</b>
Lorsqu'un(e) [ <del>urgence/incident/épisode</del> urgence] en matière de sécurité sanitaire des aliments se produit, les réseaux et autres structures en place devraient être utilisés pour gérer la situation dans le cadre d'une approche intégrée. La gestion des éclosions d'origine alimentaire .....	<b>Japon</b>
Lorsqu'un(e) [urgence/incident/épisode] en matière de ..... approche intégrée. La gestion des éclosions d'origine alimentaire est souvent réalisée dans un cadre de fortes pressions et d'importantes contraintes de <del>temps</del> temps et de <del>budget</del> . Il est donc important que.....	<b>Argentine</b>
<b>a. Identification et étude des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments – point de vue de la santé humaine<sup>e</sup></b>	
<b>Identification et étude des [<del>urgences/incidents/épisodes</del>urgences] en matière de sécurité sanitaire des aliments – point de vue de la santé humaine<sup>e</sup></b>	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 43 :</b>	
Une description et caractérisation minutieuses de ..... dans toute étude épidémiologique. L'épidémiologie descriptive fournit une image de l' <del>[urgence/incident/épisode]</del> urgence] en matière de .....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 44 :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>des autorités chargées du contrôle de la sécurité sanitaire des aliments lorsqu'elles sont informées de maladies liées à des produits ou entreprises spécifiques. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i> Ces informations .....(par exemple, les restaurants).</li> </ul>	<b>Canada</b>

des autorités chargées du contrôle de la sécurité sanitaire des aliments lorsqu'elles sont informées de <u>maladies contaminations biologiques</u> liées à des produits ou entreprises spécifiques. Ces informations peuvent ..... (par exemple, les restaurants).	<b>Colombie</b> Nous proposons cette modification afin d'élargir la portée du texte.
<b>Paragraphe 45 :</b>	
Selon les informations disponibles, une description du cas sera élaborée. Les cas relevant de ladite définition devraient être interrogés <u>de préférence par un représentant d'un organisme de réglementation qualifié afin de mener une étude sanitaire</u> dans le but d'obtenir ..... Dans la mesure du possible, un questionnaire standard aux fins d'élaboration d'hypothèse, ou des méthodes standard pour l'étude épidémiologique devraient être utilisés pour obtenir des informations de manière structurée <sup>e</sup> (en particulier les chapitres 4.1 et 4.2).	<b>Inde</b> Une formation spécifique des enquêteurs peut se révéler nécessaire en fonction de leur niveau d'expertise et d'expérience. (Par exemple, si les questionnaires sont menés par du personnel technique responsable de la réglementation, celui-ci devrait bénéficier d'une formation en ce qui concerne les questions relatives aux aspects sanitaires de l'incident).
Selon les informations disponibles, une description du cas sera élaborée. Les cas relevant de ladite définition devraient être interrogés dans le but d'obtenir toutes les informations possibles sur les denrées alimentaires concernées qu'ils ont consommées avant l'apparition de la maladie, le lieu et la date de l'achat, la marque, les voyages, l'exposition à des animaux ou à l'environnement, les contacts personnels, etc. Dans la mesure du possible, un questionnaire standard aux fins d'élaboration d'hypothèse, ou des méthodes standard pour l'étude épidémiologique devraient être utilisés pour obtenir des informations de manière structurée. Erreur! Source introuvable. (en particuliers les chapitre 4.1 et 4.2).	<b>Iran</b>
Selon les informations disponibles, une description du cas sera élaborée.....de manière structurée <sup>e</sup> (en particulier les chapitres 4.1 et 4.2). <u>La mise en œuvre des mesures nécessaires pour réagir à un incident ou à une urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments devrait être soumise à un cadre et à des procédures réglementaires strictes. Un système national de traçabilité et de rappel doit être en place afin de faciliter la prise de décisions et la mise en œuvre de celles-ci par toutes les parties prenantes.</u>	<b>Philippines</b> Nous proposons la formulation suivante à des fins de cohérence avec le document IRR of RA No. 10611, "Philippine Food Safety Act of 2013".
<b>Paragraphe 46 :</b>	
Ces questionnaires peuvent être élaborés..... et les données peuvent être analysées par l'intermédiaire d'un logiciel statistique standard en utilisant des <u>protocoles standard</u> .	<b>Inde</b> Des procédures standard utilisées pour l'analyse de données peuvent être citées à titre d'exemple, et modifiées en fonction de l'incident.
Ces questionnaires peuvent être élaborés par voie électronique au moyen de l'un des logiciels gratuits disponibles sur Internet, et les données peuvent .....[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]	<b>États-Unis d'Amérique</b>

<b>Paragraphe 47 :</b>	
Lorsqu'un aliment ou un lieu ont été identifiés à la suite d'une étude épidémiologique, les <u>[urgences/incidents/épisodes]urgences</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments devraient faire l'objet d'une enquête rigoureuse sur place, ne délaissant aucun des aspects liés à la production, au stockage, au transport, à la <u>distributiondistribution, la manipulation</u> et à la consommation, afin de confirmer la possibilité que la denrée alimentaire ou le lieu incriminés sont effectivement à l'origine de l'éclosion. Si possible, la cause principale de la contamination devrait être identifiée et un échantillonnage et des analyses devraient être entreprises (en particulier, les chapitres 4.3 et 4.4).	<b>Colombie</b> Nous proposons cet ajout car la manipulation constitue un facteur de risque important en ce qui concerne la contamination des aliments.
Lorsqu'un aliment ou un lieu ont été identifiés à la suite d'une étude épidémiologique, les <u>[urgences/incidents/épisodes][urgences]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments ..... Si possible, la cause principale de la contamination devrait être identifiée et un échantillonnage et des analyses devraient être entreprises (en particulier, les chapitres 4.3 et 4.4).	<b>Japon</b>
Lorsqu'un aliment ou <u>un lieu de mauvaises pratiques</u> ont été identifiés à la suite d'une étude épidémiologique, les <u>[urgences/incidents/épisodes]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments devraient faire l'objet d'une enquête rigoureuse sur place, ne délaissant aucun des aspects liés à la production, au stockage, au transport, à la distribution et à la consommation, afin de confirmer la possibilité que la denrée alimentaire ou <u>le lieu les pratiques</u> incriminés sont effectivement à l'origine de l'éclosion. Si possible, la cause principale de la contamination devrait être identifiée et un échantillonnage et des analyses devraient être entreprises (en particulier, les chapitres 4.3 et 4.4).	<b>Sénégal</b>
Lorsqu'un aliment ou un lieu ont été identifiés à la suite d'une étude épidémiologique, les <u>[urgences/incidents/épisodes]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments devraient faire l'objet d'une enquête rigoureuse sur place, ne délaissant aucun des aspects liés à la production, au stockage, au transport, à la distribution et à la consommation, afin de confirmer la possibilité que la denrée alimentaire ou <u>le lieu les conditions de production</u> incriminés sont effectivement à l'origine de l'éclosion. Si possible, la cause principale de la contamination devrait être identifiée et un échantillonnage et des analyses devraient être entreprises (en particulier, les chapitres 4.3 et 4.4).	<b>Sénégal</b>
<b>Paragraphe 49 :</b>	
Le retraçage d'un aliment en aval et en amont de la chaîne alimentaire est un outil très important pour les fins de l'enquête <u>l.m</u> . Au départ, ceci ne va pas entraîner le retrait de la denrée alimentaire de la portée des consommateurs ni son retrait du marché. Ce processus <u>devrait être</u> utilisé pour permettre aux enquêteurs de suivre l'intégralité du processus de distribution du produit alimentaire ou de l'aliment sur un seul site de production. ....	<b>Canada</b>
<b>Paragraphe 50 :</b>	

<p>Lorsque les faits probants recueillis attestent que l'origine de l'incident a bien été identifié, des mesure des gestion des risques adaptées devraient être mises en place. Lorsqu'il a été déterminé que la mesure appropriée de gestion des risques est le rappel du produit, la même démarche de retraçage en aval et en amont de la chaîne alimentaire<sup>1</sup> devrait être effectuée, afin de procéder au rappel de l'aliment/du lot incriminé hors de la portée des consommateurs, éliminant ainsi l'origine de l'incident. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></p>	<p><b>Canada</b></p> <p>Le paragraphe 50 aborde la gestion des risques. Nous suggérons donc de le transférer dans une nouvelle sous-rubrique (Gestion des risques).</p> <p>Nous recommandons de définir « strong enough » <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i> Quelle est la hiérarchie des termes proposée ? Document de référence pour la hiérarchie des termes : Scientific Opinion on Risk Assessment Terminology, Comité scientifique de l'EFSA, EFSA Journal 2012 ; 10(5):2664. Si « strong enough » n'est pas défini, nous suggérons de modifier le texte comme proposé dans la colonne ci-contre. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></p>
<p>Lorsque les faits probants recueillis attestent que l'origine de l'incident a bien été identifié, des mesure des gestion des risques adaptées devraient être mises en place. Lorsqu'il a été déterminé que la mesure appropriée de gestion des risques est le rappel du produit, la même démarche de retraçage en aval et en amont de la chaîne alimentaire<sup>1</sup> devrait être effectuée, afin de procéder au rappel de l'aliment/du lot incriminé hors de la portée des consommateurs, éliminant ainsi l'origine de l'incident. <u>Le rappel de ces produits devra être le plus rapide possible afin d'éviter une aggravation de la contamination et être supervisé par l'autorité compétente.</u></p>	<p><b>Colombie</b></p> <p>Nous proposons cet ajout afin de préciser et de souligner l'importance du temps de réaction et du rôle de l'autorité compétente.</p>
<p>Lorsque les faits probants recueillis attestent que l'origine de l'incident a bien été identifié, des mesure des gestion des risques adaptées devraient être mises en place. Lorsqu'il a été déterminé que la mesure appropriée de gestion des risques est le rappel du produit, <u>la même démarche de retraçage en aval et en amont de la chaîne alimentaire</u><sup>1</sup> <u>les protocoles de rappel standard</u> devrait être effectuée, afin de procéder au rappel de l'aliment/<u>des lots incriminés hors de la portée à différentes étapes de la chaîne alimentaire, y compris celle</u> des consommateurs, éliminant ainsi l'origine de l'incident.</p>	<p><b>Inde</b></p> <p>Les rappels font partie de la gestion des risques.</p> <p>Les procédures employées pour le retraçage des aliments ne seraient pas adaptées dans le cas du consommateur pour retracer des aliments à partir du consommateur. Nous proposons donc une révision de ce passage.</p>
<p><b>Paragraphe 52 :</b></p>	

En cas de correspondance des sérotypes, des analyses supplémentaires sont nécessaires .....et, par conséquent, augmente les possibilités d'identifier l'origine de l' <del>éclosion</del> <u>éclosion</u> (voir paragraphe 32).	<b>Japon</b>
En cas de correspondance des sérotypes, des analyses supplémentaires sont nécessaires afin de déterminer la probabilité de relation. Des méthodes de typage telles que l'électrophorèse en champ pulsé (PFGE) et l'analyse MLVA (multiple-locus variable number of tandem repeat analysis - nombre variable de l'analyse de séquences répétées en tandem) sont généralement utilisées ; cependant, ces dernières années, des méthodes génétiques comme le séquençage du génome entier (WGS) se sont répandues dans le monde entier comme des outils de typage microbien. Ces méthodes présentent certains avantages par rapport aux méthodes de typage traditionnelles <u>o</u> : la méthode WGS dévoile le génome bactérien entier, et fournit des informations extrêmement précises, ce qui permet de détecter lorsque des isolats sont étroitement liés et, par conséquent, augmente les possibilités d'identifier l'origine de l'éclosion.	<b>Maroc</b> Le Maroc recommande par a . 52 à reformuler pour supprimer toute préférence pour une méthode d'analyse particulière.  Justificatif Le texte du Codex ne doit indiquer aucune préférence pour des méthodes d'analyse particulières
<b>Paragraphe 53 :</b>	
Les décisions relatives au degré de corrélation entre les souches ..... Le degré de différence acceptable des SNP diffère selon les agents, et dépend de l'agent analysé-, <u>du temps d'échantillonnage entre les agents et des conditions auxquelles l'agent a été exposé</u> . L'interprétation des résultats devra être confiée à des spécialistes en bioinformatique <u>et des microbiologistes</u> . Des bases de données publiques <u>[validées/fiables]</u> .....	<b>Inde</b> Les résultats peuvent varier en fonction des bases de données. En choisissant des bases de données standard pour toutes les applications, on éviterait toute ambiguïté des résultats.
<b>Paragraphe 54 :</b>	
Les données recueillies doivent être suffisantes pour assurer la traçabilité du produit échantillonné, et devraient comprendre au minimum l'espèce de l'animal, le type de produit, l'identification du lot et le lieu d'échantillonnage. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i>	<b>Philippines</b>
Les données recueillies doivent être suffisantes pour assurer la traçabilité du produit échantillonné, et devraient comprendre au minimum <del>l'espèce de l'animal</del> , le type de produit, l'identification du lot et le lieu d'échantillonnage.	<b>États-Unis d'Amérique</b> Modification d'ordre rédactionnel. Nous ne sommes pas sûrs que cette information soit pertinente.
<b>Paragraphe 55 :</b>	
Les <u>[urgences/incidents/épisodes][urgences]</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments à l'origine de maladies ne peuvent se résoudre uniquement sur la base des résultats de laboratoire, et doivent toujours être reliées à des données épidémiologiques pour obtenir confirmation.	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 58 :</b>	
<del>De robustes</del> De preuves épidémiologiques peuvent être concluantes en ce qui concerne l'incident en matière de sécurité sanitaire des aliments même en absence de résultats de laboratoire.....	<b>Sénégal</b>
De robustes preuves épidémiologiques peuvent être concluantes en ce qui concerne <del>l'incident en matière de sécurité sanitaire des aliments</del> <u>l'éclosion d'origine alimentaire</u> même en absence de résultats de laboratoire.....	<b>États-Unis d'Amérique</b> Préciser que cet « incident » est une éclosion.

d. [Évaluation de l'éclosion / évaluation rapide des risques]	
<p>[Évaluation <del>de l'éclosion / évaluation rapide des risques</del>] <u>des urgences</u></p>	<p><b>Colombie</b>  Nous estimons qu'il est nécessaire de modifier les paragraphes afin de ne pas mentionner l'évaluation rapide des risques ou l'évaluation de l'éclosion.</p> <p>Nous suggérons que l'évaluation de l'urgence soit menée en tenant compte, <i>a minima</i>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ampleur (répartition géographique - quantité de produit /nombre de personnes touchées),</li> <li>• la gravité (identification du danger biologique, hospitalisation, demande des services de santé),</li> <li>• l'impact (distribution du produit à rappeler/mortalité).</li> </ul> <p>L'évaluation de l'urgence devrait avoir lieu au début de la situation (dès qu'elle se présente/est détectée) et mise à jour pendant et à la fin de celle-ci afin de pouvoir procéder à la clôture.</p> <p>Nous recommandons l'ajout d'un paragraphe précisant que les mesures de gestion doivent être proportionnées, justifiées et modifiées, le cas échéant, sur la base des résultats de l'évaluation de l'urgence.</p>
<p>[Évaluation <del>de l'éclosion / évaluation rapide des risques</del>]Évaluation rapide des risques</p>	<p><b>Philippines</b>  Nous proposons d'employer le terme « Évaluation rapide des risques » plutôt qu'« évaluation ... éclosion », car le terme « éclosion » peut correspondre à des concepts différents selon les pays membres.</p> <p>Toutefois, certaines étapes de</p>

	<p>l'évaluation des risques ne sont peut-être pas comprises dans une évaluation rapide des risques par conséquent, les critères/étapes sélectionnés doivent être identifiés. Après une enquête préliminaire, un incident peut également ne pas être considéré comme une éclosion. Un terme plus générique pourrait donc être utilisé.</p>
<p><b>Paragraphe 59 :</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les résultats de laboratoire et les résultats des études épidémiologiques <u>et de sécurité sanitaire des aliments</u> (y compris la traçabilité)</li> </ul>	<p><b>Canada</b> Il nous semble que le terme « sécurité sanitaire des aliments » a été supprimé par erreur, étant donné que le terme « traçabilité » a été conservé dans la phrase.</p>
<p>point n°4 : l'identification des risques intervient avant la caractérisation. Nous recommandons donc la modification suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Identification et caractérisation des risques liés à l'éclosion</li> </ul>	<p><b>Iran</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans la mesure du possible, des recommandations à l'intention des consommateurs et des autorités compétentes concernant <u>la réduction des mesures de gestion</u> des risques.</li> </ul>	<p><b>Sénégal</b></p>
<p><b>e. Communication des risques</b></p>	
<p>Proposition : d.(bis) Gestion des risques</p> <p>Lorsque les faits probants recueillis attestent que l'origine de l'incident a bien été identifiée, des mesures de gestion des risques adaptées devraient être mises en place. Lorsqu'il a été déterminé que la mesure appropriée de gestion des risques est le rappel du produit, la même démarche de retraçage en aval et en amont de la chaîne alimentaire devrait être effectuée, afin de procéder au rappel de l'aliment/du lot incriminé hors de la portée des consommateurs, éliminant ainsi l'origine de l'incident.</p> <p>Les actions de gestion des risques doivent être fondées sur l'évaluation des risques et autres facteurs pertinents.</p> <p>Cette démarche peut se composer de différentes mesures de maîtrise, y compris le rappel du produit et d'autres actions à la portée des autorités compétentes en matière de production et de distribution des denrées alimentaires. La communication des risques aux consommateurs et aux autorités compétentes concernant les mesures à prendre afin</p>	<p><b>Canada</b> Nous suggérons d'ajouter une sous-rubrique entre les paragraphes 60 et 61 et d'y transférer le paragraphe 50. Cette nouvelle sous-rubrique traiterait cette de l'analyse des risques dans le document. Le texte supplémentaire est fourni ici pour examen par les membres du GTE.</p>

<p>d'atténuer le risque devrait également être envisagée.</p> <p>De plus amples informations sont disponibles dans le Guide FAO/OMS pour l'élaboration et l'amélioration des systèmes de rappel et de suivi des aliments au niveau national et dans le document de l'OMS Guidelines for Investigation and Controls » (Éclousions de maladies d'origine alimentaire : directives pour la recherche et la maîtrise) ?</p>	
<p><b>Paragraphe 61 :</b></p>	
<p>Les <del>urgences/incidents/épisodes</del><u>urgences</u> en matière de sécurité sanitaire des aliments peuvent se déclarer dans un pays, mais se déplacer rapidement vers d'autres régions, et nécessitent une réponse rapide et claire en ce qui concerne la communication. Il est possible de recourir à INFOSAN.....</p>	<p><b>Japon</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>En ce qui concerne les points essentiels, les informations devraient être rédigées dans une langue simple et courante (<u>en langue régionale, le cas échéant</u>) car le public risque d'avoir du mal à comprendre le jargon scientifique.</li> </ul>	<p><b>Inde</b></p> <p>Nous proposons cette modification car la communication des risques doit pouvoir être lue en langue nationale/régionale/locale de sorte que les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments soient communiqués correctement et mieux compris dans des pays tels que l'Inde où cohabitent un grand nombre de langues.</p>
<p><b>Paragraphe 63 :</b></p>	
<p>Dans la mesure du possible, établir un groupe d'experts chargés de valider les recommandations dans leur domaine d'expertise.</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p> <p>Recommandation : Expliquer comment les experts valident les recommandations.</p> <p>Dans la mesure du possible, établir un groupe d'experts chargés de valider les recommandations dans leur domaine d'expertise.</p> <p>Justification : On ne comprend pas bien ce que les experts doivent faire pour « valider » les recommandations.</p>
<p><b>Paragraphe 64 :</b></p>	
<p>Il est important de collecter et enregistrer des ..... Pendant l'incident, il convient de tenir un registre contenant des informations pertinentes relatives à la traçabilité et à l'épidémiologie descriptive, aux hypothèses et l'état de la</p>	<p><b>États-Unis d'Amérique</b></p> <p>Justification : Modification de fond.</p>

situation. Ce registre devrait être mis à jour selon les besoins pendant l' <a href="#">[urgence/incident/épisode] en matière de sécurité sanitaire des aliments</a> <del>éclosion d'origine alimentaire et protéger les informations personnelles</del> . .....	Préciser que les informations recueillies pendant une éclosion doivent être communiquées de façon à protéger les informations personnelles.
<b>Paragraphe 66 :</b>	
Ces informations peuvent être utiles aux autorités chargées du contrôle des aliments afin de cibler leurs efforts officiels.	<b>Philippines</b>
<b>Paragraphe 67 :</b>	
Il convient d'envisager la présentation des éclosions ou des <a href="#">[urgences/incidents/épisodes]</a> <del>[urgences]</del> présentant un intérêt particulier .....	<b>Japon</b>
<b>Paragraphe 68 :</b>	
Envisager d'introduire les deux puces du paragraphe 68 à l'aide d'une phrase à part.	<b>Canada</b>
<b>Paragraphe 69 :</b>	
Les autorités compétentes devraient ..... Les résultats de ce passage en revue devraient être documentés, et les domaines à améliorer pris en compte afin d'appuyer les compétences et les capacités du système en place <del>f,g</del> .	<b>Canada</b> Le « f » à la fin du mot « place » est-il censé faire référence au document f. Manuel de formation de la FAO « Enhancing Early Warning Capacities and Capacities for Food Safety » (Renforcement des capacités d'alerte rapide et des capacités pour la sécurité sanitaire des aliments) ?
Dans ENTRETIEN DES RÉSEAUX, l'intitulé du paragraphe c devrait être modifié en : « Application des enseignements tirés aux futurs incidents ». De plus, nous recommandons l'ajout d'une nouvelle puce « Des mesures ont-elles été prises en temps opportun? ».	<b>Iran</b>
<b>Paragraphe 73 :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les exercices de maîtrise/la vérification visent, en premier lieu, à mettre à l'essai le plan/le système en place, ainsi que la capacité des participants à s'acquitter de leurs responsabilités avec efficacité, par exemple un expert ou un professionnel qui maîtrise une méthode en particulier, ou une procédure dans le cadre du plan d'urgence<sup>9</sup>. Les participants ne devraient pas être prévenus que l'exercice aura lieu. La complexité, la durée, l'envergure et le nombre de participants de ces exercices peuvent varier. <i>[Note du traducteur : cette modification de la version anglaise n'a pas d'incidence sur la version française.]</i></li> </ul>	<b>Canada</b> Cette phrase pourrait être améliorée, mais nous ne sommes pas sûrs d'avoir rendu l'essence du message avec nos propositions de modifications.
<b>Paragraphe 76 :</b>	
L'évaluation des systèmes de préparation nationale peut prévoir une « révision ex-post » des <a href="#">[urgences/incidents/épisodes]</a> <del>[urgences]</del> en matière de sécurité sanitaire des aliments plus importants, plus graves ou plus rares. Cette évaluation .....	<b>Japon</b>

L'évaluation des systèmes de préparation nationale peut prévoir une « révision ex-post » des [urgences/incidents/épisodes] en matière de sécurité sanitaire des aliments plus importants, plus graves ou plus rares. Cette évaluation devrait comprendre les autorités et le personnel de diverses organisations compétentes et, si possible, les observations des parties prenantes principales tels que les exploitants du secteur alimentaire. Cette révision devrait se concentrer sur l'engagement vis à vis de la participation, l'utilisation des ressources, le partage d'informations, et autres questions essentielles. Elle devrait servir à construire un système ou un réseau plus solide sur le plan international, national ou local.

Elle devrait également envisager le besoin de modifier les modalités de transformation d'une denrée alimentaire ou de supervision par les autorités ou autre modification réglementaire.

#### **États-Unis d'Amérique**

Justification : Modification d'ordre rédactionnel. Les autorités compétentes peuvent également faire partie d'agences.

Recommandation : Ajouter une phrase à la fin du paragraphe 76.

Justification : Modification de fond. L'accent devrait être placé sur la communication avec le secteur alimentaire en ce qui concerne les informations et les enseignements qui peuvent servir à améliorer les pratiques de sécurité sanitaire des aliments dans le secteur alimentaire. Il serait peut-être préférable que cela soit mentionné ailleurs, puisque cette section traite de l'entretien des réseaux, mais le document actuel ne comprend pas de section sur la diffusion à l'extérieur du réseau des informations relatives à une éclosion et des enseignements à tirer.